



Éliminer les séquelles des conflits

Compte rendu annuel 2008

Table des matières

2	Carte des opérations
3	Restes explosifs de guerre : passer des héritages meurtriers à un avenir sûr. Introduction de Lou McGrath OBE, Directeur
4	Intégration : MAG et les Objectifs du Millénaire pour le développement
6	La remise à disposition de terres selon la gestion des risques
8	La réponse de MAG face aux armes légères et de petit calibre
10	Compte rendu des programmes par pays Angola; Burundi & Congo; Cambodge; République démocratique du Congo; Irak; Laos; Liban; Sri Lanka; Soudan; Vietnam
30	Projets des Nations Unies : Chypre, Népal & Somalie
31	Résumé des comptes

MAG est une organisation humanitaire neutre et impartiale qui élimine les restes de guerres dans l'intérêt des populations mondiales. MAG a reçu conjointement le prix Nobel de la paix en 1997, récompensant ainsi son travail avec la Campagne Internationale pour Interdire les Mines, aboutissant en 1997 à la Convention sur l'interdiction des mines, qui est la convention internationale interdisant les mines antipersonnel, aussi connue sous le nom de Traité d'Ottawa.

Restes explosifs de guerre : Passer des héritages meurtriers à un avenir sûr

Les séquelles des conflits retardent le développement d'un pays même bien après la proclamation de la paix et après que les armes se sont tuées. Cela implique des conséquences humaines et sociales graves qui affectent aussi bien les opportunités que la productivité. De plus, la présence d'armes légères et de petit calibre dans un pays ayant subi un conflit crée un sentiment de peur et d'insécurité, oblige la population à migrer, et décourage l'investissement et le commerce, ce qui nuit davantage aux économies fragiles.

En luttant contre cet héritage meurtrier pour permettre de construire un avenir plus sûr pour les populations du monde entier, MAG apporte des solutions cohésives et spécialisées. Le lien entre notre travail et les priorités de développement plus large d'un pays est la clé du succès, et a un effet stimulant direct, qui permet aux gouvernements, aux agences et aux organisations non gouvernementales de mener leurs propres projets d'aide et de développement, aidant ainsi les autorités nationales, régionales et locales.

2007 a permis à MAG de continuer à construire et à développer son approche en matière de prévention et de règlement de conflit, en lançant des initiatives relatives à la destruction d'armes légères et de petit calibre dans des pays comme l'Irak et la République démocratique du Congo, au déminage des routes et aux projets d'infrastructure en Angola et au Soudan et à la réduction du nombre de victimes causées par le commerce de débris de guerre explosifs en Asie du sud-est. MAG considère que l'impact des restes explosifs de guerre sur les ressources des populations est au cœur de tous ses objectifs. Il ne fait aucun doute que le travail entrepris au cours de l'année dernière, comme au cours des années précédentes, a permis de sauver d'innombrables personnes, et d'éviter ainsi de les ajouter aux statistiques qui énumèrent les milliers de morts et de mutilés. Mais nous ne sauvons pas que des vies et des membres. Nous

avons pu redonner une dignité aux personnes qui ont dû vivre avec le traumatisme de la guerre et nous leur avons donné la possibilité d'aller de l'avant et au-delà des limites que les mines et les armes leur imposaient.

Les causes des conflits sont complexes et très souvent contestées. Les séquelles peuvent perdurer pendant des générations. Quelle que soit la cause du conflit, celui-ci entraîne la présence de mines et la contamination des sols par des engins explosifs. Par conséquent, la priorité principale est d'éliminer ou de réduire les contraintes qu'ils imposent. Les informations contenues dans ce rapport présentent les actions menées par MAG. Il analyse l'intégration entre les activités de déminage et les Objectifs du Millénaire pour le développement, présente la manière dont MAG évalue les risques en termes de remise à disposition de terrains déminés et présente une approche actualisée de lutte contre les problèmes liés aux armes légères et de petit calibre. La présence de mines, d'engins non-explosés et de caches d'armes légères et de petit calibre abandonnées aggrave une situation déjà critique. Ceci empêche les populations d'avoir accès aux ressources, qui sont déjà souvent rares et menacés. MAG comprend que le déminage à long terme joue un rôle important et efficace, de par la réouverture de l'accès à des terrains auparavant contaminés et à des biens limités. Chaque année, il devient de plus en plus évident que ce travail constitue une condition préalable pour atteindre les résultats des objectifs de développement à long terme et, pour ce faire, MAG continue à construire un avenir sûr pour les populations, ce qui leur permettra d'exploiter leur potentiel économique et social.

Enfin, je remercie tous les bailleurs de fonds et les personnes qui nous soutiennent pour avoir contribué à notre succès au cours des dernières années.

Lou McGrath OBE
Directeur



Les villageois du Laos peuvent cultiver sur des terrains auparavant contaminés.

Intégration : MAG et les Objectifs du Millénaire pour le développement

On reconnaît de plus en plus que l'intégration du déminage des restes de guerre avec les objectifs de développement à long terme est une condition préalable pour augmenter les chances d'atteindre les huit Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015. Que ces objectifs soient atteints ou non, le fait est que l'aide internationale, un commerce plus équitable, la sécurité et une reconstruction post-conflit sont les principaux piliers qui détermineront tout succès.

En 2005, l'Assemblée générale des Nations Unies a affirmé que la présence de mines constituait un obstacle au développement économique, aux opérations d'aide humanitaire et au retour des réfugiés dans de nombreux pays. Selon MAG, cette observation est non seulement valable pour les mines mais elle l'est pour tous les restes de guerre : les mines, les engins explosifs ainsi que les armes défilantes, mal entreposées ou abandonnées. Ces restes de guerre empêchent l'accès aux principales ressources de la population telles que la terre, l'eau et les infrastructures, et limitent le mode d'opération du gouvernement, tout comme celui des organisations humanitaires et de développement, en gênant ou même en empêchant les gens ou les populations touchées de sortir de la pauvreté. Les opérations de MAG sont désignées comme étant « une démarche de subsistance » permettant aux populations d'atteindre les résultats locaux, ce qui augmente les chances d'atteindre le premier et le plus important Objectif du Millénaire : réduire l'extrême pauvreté et la faim de 50 % d'ici 2015.

À la fin de l'année dernière, on fêtait le 10^{ème} anniversaire de la Convention sur l'interdiction des mines, signée à Ottawa au Canada, en 1997. Le Traité, qui résulte de la Campagne Internationale pour Interdire les Mines (ICBL) à laquelle MAG a participé, fut un grand succès. Depuis le début de 2008, plus de 155 états ont ratifié le Traité. Cependant, le Traité n'a réussi qu'à interdire partiellement certaines mines antipersonnel et ne

couvre pas la totalité des restes de guerre qui constituent une menace pour la sécurité, l'aide et le développement économique. L'impact d'un conflit sur les populations locales va au-delà de la simple présence de mines. Au cours des 10 dernières années, la reconnaissance de l'importance d'éliminer tous les restes explosifs de guerre a redoublé. Le terme générique de « restes de guerre » est, d'un point de vue juridique, moins clairement défini, malgré les directives et les réglementations des traités spécifiques présentant seulement certains aspects des problèmes auxquels les populations doivent faire face. Le rôle de MAG, depuis sa création en 1989, repose sur l'élimination des menaces spécifiques que représentent les mines, et celui-ci, au cours des années, s'est développé en une démarche globale qui se concentre sur l'impact des conflits. Cet impact est certainement mieux décrit dans la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement en 2006, qui a affirmé que « la violence armée détruit vies et moyens de subsistance, alimente l'insécurité, la crainte et la terreur, et a un impact profondément néfaste sur le développement humain. Qu'il s'agisse de situations de conflit ou de criminalité, elle impose des coûts exorbitants aux États, aux communautés et aux individus. »

MAG s'efforce d'intégrer ses opérations à un contexte de développement plus large et de sécurité humaine, d'atteindre les résultats aidant au redressement post-conflit, de réduire la disponibilité des armes et leur transfert entre de mauvaises mains et en dehors des frontières. Lorsque ce travail est intégré au sein du programme de développement d'un pays, l'impact humanitaire, social et économique du déminage est porté au maximum, ce qui représente une valeur supplémentaire et améliore les chances d'atteindre les Objectifs du Millénaire. L'innovation est non seulement possible d'un point de vue technique, mais elle l'est également dans le développement, l'adaptation et dans la mise en pratique de nouvelles idées, approches et systèmes dans



Suite au déminage, les habitants du village de Darband en Irak, possèdent maintenant des canaux d'irrigation leur permettant de cultiver.

le domaine des opérations. Elle participe à la diminution des menaces contre la paix fragile des pays concernés et au-delà de leurs frontières parfois perméables : par exemple, la disponibilité mondiale des armes légères et de petit calibre (ALPC) est de plus en plus reconnue par l'ensemble des parties prenantes comme étant un réel obstacle à la paix et à la sécurité, ainsi qu'aux activités d'aide et de développement. À certains moments, la démarche visant à supprimer et à détruire les ALPC a été menée en parallèle avec le secteur de l'action antimines. MAG est en permanence à la recherche de moyens plus efficaces pour gérer l'ensemble des risques et il existe de nombreux domaines où les démarches communes ont une valeur ajoutée. La synergie est particulièrement visible dans les zones d'élimination de la menace (l'entreposage et la destruction par exemple) et dans l'éducation des populations portant sur la nature d'une menace. Cette éducation se fait par le biais d'une sensibilisation aux dangers et par des programmes de liaison communautaire. L'élimination des menaces et de leurs conséquences sur la réduction de la pauvreté est extrêmement similaire malgré une différence au niveau de l'interaction, de la prise de risque et de l'analyse technique. En se focalisant sur ses activités, MAG est devenue un acteur prépondérant dans le déblayage des restes de guerre ainsi que dans l'aide aux populations et autres parties prenantes dans la lutte contre la pauvreté causée par l'insécurité.

Cependant, pour une éradication réussie des menaces envers les populations, MAG dépend toujours des mêmes besoins d'intégration que les principaux acteurs dans les relations stratégiques et politiques concernant ce problème. Alors que la procédure suivant le Traité d'Ottawa est devenue un modèle de réussite en matière d'intégration du déminage dans l'ensemble des objectifs de développement, ce n'est pas encore le cas en ce qui concerne l'intégration de l'élimination des restes de guerre au sein des objectifs de réduction de la pauvreté. Cela

exige une « harmonisation de la macropolitique des États et des gouvernements avec la politique intermédiaire de la société civile, des organismes régionaux et des ONG et avec la micropolitique des facteurs socioéconomiques régionaux et locaux qui influencent le règlement des conflits »¹. Ceci est encore plus important quand la phase d'intervention d'urgence est dépassée et que l'attention se porte ailleurs comme l'entrée de régions affectées dans la phase de reconstruction et de développement.

Si l'élimination des restes de guerre ne constitue pas, en soi, un Objectif du Millénaire pour le développement elle ne constitue pas non plus un indicateur de progrès. Pourtant, les effets de cette élimination ont une incidence sur pratiquement tous les objectifs définis par la communauté internationale. Par conséquent, MAG élargit ses objectifs et se concentre sur ses activités en les intégrant dans les projets d'urgence immédiate ainsi que dans les programmes de reconstruction et de développement à plus long terme. Ceci sera davantage amélioré quand les gouvernements, les bailleurs de fonds, les ONG et les autorités, aussi bien au niveau national qu'international, coordonneront leurs efforts et considéreront les activités de déminage comme faisant partie intégrante de leur projet. Les interventions de déminage ne sont pas expressément destinées à soutenir les moyens de subsistance, mais en tant que « démarche de moyens de subsistance », ces activités constituent une condition préalable pour atteindre les résultats locaux pour le premier et le plus important Objectif du Millénaire : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim.

¹ Linden, Van Der, F. (2006). « Mine Action and the Millennium Development Goals », *Journal of Mine Action*, Issue 9,2. (février)



Des enfants marchent sur un chemin reconnu comme miné au Soudan.

La remise à disposition de terres selon la gestion des risques

Depuis près de 20 ans, MAG opère dans le règlement de conflit. Les activités comme la liaison communautaire, la surveillance, le marquage et l'élimination de restes de guerre sont en permanence redéfinies et améliorées dans l'intérêt de toutes les parties prenantes. Cependant, ces activités et le déminage d'engins explosifs dangereux ne constituent pas le seul produit de notre travail. MAG cherche à accroître son impact, notamment en ce qui concerne les moyens de subsistance, la construction de l'avenir des personnes et, en définitive, l'élimination de la pauvreté. MAG continue à améliorer ses résultats, à être pertinent et à garantir une utilisation responsable des fonds de bailleurs. La communauté des bailleurs de fonds attend avec impatience les indicateurs SMART (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste, défini dans le Temps) notamment en termes de production, de résultat et d'impact, mais elle étudie également la manière dont le secteur peut contribuer à son intégration dans les initiatives et les stratégies de réhabilitation et de développement.

Les solutions de MAG en matière de règlement de conflit consistent à rendre plus rapidement les terrains sécurisés pour maximiser l'impact sur l'ensemble des parties prenantes. On y parvient par le biais de trois activités définies et reconnues : une étude générale, une étude technique et le déminage. Cependant, dans la plupart des cas, ces activités ne permettent pas de rendre les terres suffisamment rapidement pour faire face à la demande. C'est pour cette raison que de nombreuses populations sont obligées, essentiellement à cause des ressources, de prendre elles-mêmes les choses en main. Elles développent leur propre mécanisme plutôt que d'attendre une aide extérieure. Leurs solutions vont bien au-delà d'un simple déminage du village. De manière informelle, elles ont mené leur propre analyse, leur propre

identification et évaluation des risques. Elles ont pu, par la suite, prendre des décisions en toute connaissance de cause, sur les actions à entreprendre pour réhabiliter un terrain supposé être contaminé. Il n'est pas toujours évident de savoir si ces populations réalisent qu'il subsiste tout de même un risque, mais celui-ci peut être pris puisqu'elles ont donc préféré favoriser leurs ressources en produisant sur des terres cultivables. Telle est leur vision de la gestion des risques et nous devons être pour le moins réceptifs à cette manière de faire lorsque nous mettons au point nos propres solutions de gestion des risques. Dans le passé, le secteur a souvent placé l'estimation et l'acceptation du risque tolérable à un niveau beaucoup plus élevé que ceux définis par les bénéficiaires de nos services. Ce n'est pas pour dire que nous devrions immédiatement diminuer le niveau d'acceptation du risque, mais nous devons prendre en compte les besoins de la population lorsque nous nous accordons sur le risque tolérable et que nous réglons ces niveaux en conséquence.

La politique cambodgienne de la « terre rétrocédée » est un bon exemple d'approche fondée sur les risques pris par la population. Il a été reconnu que d'importantes zones de terre classifiées comme des zones soupçonnées d'être dangereuses avaient été cultivées. Afin de cultiver sur ces terres présumées polluées, ces populations ont pris leur décision en connaissance de cause, c'est à dire en fonction de leur propre procédure de gestion des risques. Après examen de la Régie cambodgienne de déminage et d'aide aux victimes (CMAA), il a été jugé que l'appréciation de ces populations en matière de réduction des risques était acceptable. Une « politique de réduction de zone » a été définie et signée par le gouvernement cambodgien, affirmant que les terres cultivées depuis plus de trois ans sans qu'il n'y ait aucun incident, pourront être officiellement reclassifiées en « terre rétrocédée. » MAG a participé au développement de cette politique et depuis ses débuts,



Le risque acceptable dépend de la culture et de l'environnement. Voici un jeune vietnamien aiguisant le couteau qui lui permettra d'abattre le cochon situé à l'arrière-plan.

elle a affecté des équipes spécialisées en « terre rétrocedée » pour identifier et supprimer ces terres de la base de données. En 2007, les équipes de MAG ont répertorié 287 km² de terre sur un total de 4 500 km² répertoriés par le Landmine Impact Survey (étude sur l'impact des mines) en 2000.

Le programme de MAG en matière de déminage des routes au Soudan en faveur du Programme alimentaire mondial, est un autre exemple de développement et d'application du modèle de gestion des risques. Ce qui permis dans ce cas-ci de rouvrir à temps des réseaux routiers importants qui étaient soupçonnés d'être minés. L'objectif est de minimiser le besoin en déminage technique. Les équipes de liaison communautaire ont rassemblé des informations provenant de nombreux informateurs clés et ces informations étaient défavorables aux critères définis ainsi qu'aux processus convenus et confirmés avec les autorités nationales compétentes. Les décisions ont été prises en toute connaissance de cause par l'ensemble des parties prenantes concernant les interventions qui étaient, le cas échéant, nécessaires.

L'application de la gestion des risques est également très utile concernant le traitement des zones dangereuses contaminées par des mines. Cette étape va au-delà du simple fait d'appliquer une gestion des risques dans le seul but de supprimer un terrain des bases de données. MAG Irak a développé un processus de diminution des risques en se basant sur le fait de maximiser les ressources et les productions lors des activités de déminage. Par le biais d'une démarche officialisée de traitement des risques, des fléaux ou des rouleaux sont utilisés afin de déterminer la présence de rangées de mines (cette méthode fonctionne bien en Irak car les mines étaient posées suivant un modèle.) Une fois les mines identifiées, des équipes de déminage manuel sont déployées afin de les détruire. Une matrice des risques est ensuite utilisée afin de procéder à une évaluation du risque du terrain.

Il s'agit de techniques efficaces de réduction de zone une fois que le déminage a été effectué. Dans le cadre de la vérification, un affichage apparaît sur l'ordinateur dès qu'un véhicule équipé d'un détecteur passe sur la zone. Enfin, l'organisme national de coordination compétent effectue une assurance-qualité ainsi qu'un contrôle-qualité.

La clé du succès de la réduction de ces risques est de s'assurer que la procédure est officielle, vérifiable et justifiable. Il est également essentiel qu'un accord soit trouvé par l'ensemble des parties prenantes concernant la définition de risque tolérable après que le modèle a été appliqué.

La pression accrue pour accélérer la remise à disposition des terres, en supprimant des bases de données les zones soupçonnées d'être dangereuses, est une alternative tentante au déminage technique. Cependant, le danger de cette démarche est qu'elle est considérée comme une solution de fortune qui va seulement retarder les inévitables opérations de déminage afin qu'il n'y ait aucun impact pour l'agriculteur et sa terre. Les deux approches sont valables et devraient être appliquées simultanément afin de maximiser la restitution de terres pour un usage agricole.

Le défi que représente le développement d'un modèle officiel de gestion des risques, est qu'il soit suffisamment souple pour s'adapter aux différentes circonstances et situations et c'est ce à quoi la communauté internationale doit s'attaquer. Avant que cela ne se produise, il est obligatoire d'établir des principes directeurs qui étayent un tel modèle. La Campagne Internationale pour Interdire les Mines (ICBL) et le Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) ont mis au point leurs propres principes. Cela peut être le point de départ pour définir les principes mondiaux comme l'ont convenu les parties prenantes compétentes.



MAG utilise des cisailles hydrauliques pour découper les armes légères.

La réponse de MAG face aux armes légères et de petit calibre

D'une manière générale, les armes légères et de petit calibre (ALPC) sont des armes portatives fabriquées ou modifiées à des fins militaires pour être utilisées comme des engins mortels. Les petits calibres font partie de la catégorie des armes conçues à un usage individuel comme les revolvers, les pistolets automatiques, les fusils et carabines, les mitraillettes, les fusils d'assaut et les mitrailleuses légères. Les armes légères sont conçues pour être déployées et utilisées par plusieurs membres des forces armées ou de sécurité travaillant en équipe, comme les mitrailleuses lourdes, les lance-grenades portatifs, amovibles et montés, les canons antichar portatifs, les lance-missiles et les lance-roquettes antichar portatifs, les lance-missiles antiaériens portatifs (MANPADS¹), les fusils sans recul et les mortiers de calibre inférieur à 100 mm².

Il est important de souligner que les armes sont, bien sûr, seulement mortelles quand elles sont fournies avec des munitions, et que réduire la disponibilité des munitions fait partie intégrante de nos efforts pour réduire la menace imposée par les ALPC.

MAG participe à la lutte contre les ALPC depuis le milieu des années 90 en apportant une aide technique aux programmes de démobilisation en Angola et au Cambodge. Actuellement, MAG répond au problème en détruisant les stocks d'armes et de munitions dangereuses et possédées illégalement et s'assure également que les stocks détenus légalement par les gouvernements sont soumis aux normes internationales de sécurité applicables. La compétence technique de MAG comprend des moyens et des techniques essentielles aux initiatives mondiales de lutte contre les ALPC :

- Apporter une aide technique concernant la manipulation des armes pour s'assurer du maintien de la sécurité pendant

les démobilisations ;

- Mettre en œuvre la destruction des ALPC et des munitions associées selon les normes internationales, le plus souvent en faisant face au contexte opérationnel ;
- Donner des conseils et apporter une aide technique sur la politique internationale et les organisations de défense comme le Centre régional sur les armes légères à Nairobi ;
- Apporter une formation de renforcement des capacités afin d'assurer des compétences techniques durables et locales relatives à la destruction, au bon entreposage et à la sécurité des stocks détenus ; et
- Procéder à des évaluations concernant la gestion des stocks, identifier et apporter des améliorations pour s'assurer que l'entreposage est en accord avec les normes de sécurité internationales.

La prolifération illicite des ALPC prolonge les conflits, génère de l'instabilité, ralentit le développement et est dorénavant considérée comme la principale menace à la sécurité humaine mondiale³. Plus de 600 millions d'armes sont en circulation à travers le monde avec une utilisation considérable signalée dans 47 des 49 conflits les plus importants pendant les années 90.

Les armes de petit calibre sont responsables de plus de 500 000 morts par an dont environ 300 000 sont dues à des conflits armés et 200 000 à des homicides et des suicides. Il est difficile d'estimer avec précision les coûts humains, sociaux et économiques. Cependant, grâce à l'expérience et à la recherche de nombreuses agences, les conséquences de la prolifération et du mauvais usage des ALPC peuvent être résumées ainsi⁴ :

- Ralentissement du processus de développement d'un pays, d'une région ou d'une communauté donné ;
- Recrudescence de la violence, de l'insécurité et de



Un avion cargo Ilyushin livre des armes serbes au Moyen-Orient. Photo publiée avec l'aimable autorisation de Hugh Griffiths, SEESAC.

l'instabilité ;

- Contribution à la violation des droits de l'Homme et du droit international humanitaire ; et
- Dommages psychologiques et physiques causés aux personnes et aux biens.

À l'échelle mondiale, les sources de la prolifération des ALPC sont nombreuses et diverses. L'effondrement de l'ancienne Union soviétique au début des années 90 ainsi que le retrait des troupes russes de nombreux états, ont littéralement laissé la porte ouverte à d'énormes stocks d'armes et de munitions qui ont constitué les réserves d'armes de l'Armée rouge et ont permis l'accès à des avions cargo abandonnés capables de les expédier à travers le monde. Le film « Lord of War » avec Nicholas Cage dans le rôle d'un trafiquant d'armes ukrainien, est basé sur des faits réels et des personnages ayant existé à l'époque.

Les initiatives de localisation des armes et des munitions ont prouvé que ces stocks d'armes avaient servi à commettre de nombreux massacres sur l'ensemble du continent africain, de la Somalie au Libéria en passant par le Burundi. Elles ont été utilisées afin de procéder à un nettoyage ethnique des populations en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo et ont permis d'augmenter la capacité terroriste de groupes en Irak et en Afghanistan. Elles ont alimenté les guerres du Caucase, ont armé les cartels de la drogue en Colombie et ont permis l'organisation de réseaux criminels grâce aux armes dont ils ont besoin pour prospérer⁵.

L'une des principales rumeurs à propos des ALPC concerne les stocks expédiés en Afrique entre les années 70 et 80 par l'ancienne Union soviétique et d'autres acteurs de la guerre froide. Ces armes restantes ont depuis été utilisées par des réseaux illégaux pour exacerber les conflits actuels mais également pour faciliter l'apparition de nouveaux sur le continent. L'effondrement et la déréglementation des industries d'état de l'armement en Europe de l'Est et en Europe centrale, ont également provoqué

l'augmentation du nombre de petites industries, dont la recherche accrue de nouveaux marchés dans les pays en voie de développement a ralenti le régime des exportations. De plus, l'Afrique elle-même regorge de pays fabricant des armes comme entre autre l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, l'Egypte, le Maroc et le Nigeria. Enfin, les armes de petit calibre se sont retrouvées entre les mains de civils du fait, selon les sources officielles, d'une combinaison de facteurs tels que l'effondrement des structures étatiques, la perte de contrôle des dépôts d'armes nationaux et les mauvaises conditions de travail du personnel de sécurité.

Environ sept millions d'ALPC sont en circulation dans la seule Afrique de l'Ouest, avec des chiffres comparables dans la région des Grands Lacs. Ces armes ont permis de procéder à une régionalisation et de prolonger la guerre dans les zones de conflits sur tout le continent : allant de l'Union du fleuve Mano en Afrique de l'Ouest jusqu'à la corne de l'Afrique en passant par la région des Grands Lacs. Les effets (un contexte social dangereux, une recrudescence de la violence, l'augmentation du bilan des victimes, un afflux massif de réfugiés et des déplacements de population à l'intérieur des pays), constituent un important défi sur le plan de la croissance et des droits de l'Homme.

MAG est actuellement en train de mettre en place des projets visant à remédier au problème des ALPC dans la République démocratique du Congo, en Irak, au Congo, au Soudan et au Burundi.

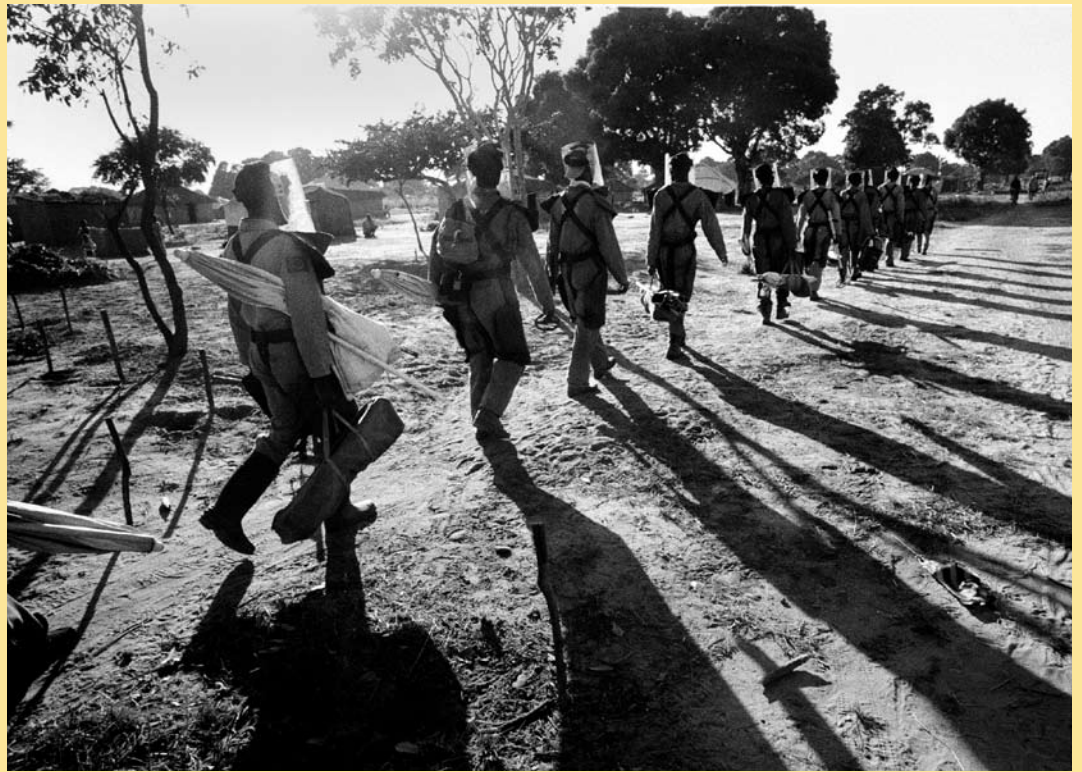
¹ Systèmes portatifs de défense aérienne

² Document de l'OSCE sur les armes légères et de petit calibre, 2000

³ UNDP DCPR SALW Essentials, novembre 2002

⁴ SEESAC Media Training SALW Resource Pack

⁵ Identification des pistolets, avions et des bateaux et interruptions des transferts d'armes clandestins, H Griffiths et A Wilkinson



EN HAUT À GAUCHE : Sensibilisation aux dangers des mines (MRE). EN BAS À GAUCHE : Équipe de MAG vérifiant la route. CI-DESSUS : Les démineurs rentrent chez eux après une journée de travail.

Angola

«MAG est l'un des partenaires du gouvernement les plus importants dans le développement du déminage humanitaire.»
Tels ont été les paroles de Pedro Walipi Calenga, Directeur de l'office national pour l'aide humanitaire, pour accueillir l'achèvement historique du projet de MAG concernant les routes et les ponts dans l'est de l'Angola en août 2007.

Grâce au déminage et à la vérification des voies de communication entrepris par MAG depuis début 2005, il est dorénavant possible, et pour la première fois depuis des décennies, de voyager en toute sécurité sur 250 km de la route principale allant jusqu'à l'intérieur de la province de Moxico.

Avec l'aide de nombreux partenaires, y compris les autorités locales et nationales, les ONG internationales, les Nations Unies et les gouvernements européens, MAG a joué un rôle considérable dans ce projet international de 8 millions de dollars, ce qui a permis l'ouverture de couloirs vers les trois pays voisins de l'Angola (la République démocratique du Congo, la Namibie et la Zambie) et la construction de plus de 30 ponts. L'achèvement de ce projet arrive au moment opportun du fait des prochaines élections législatives qui auront lieu début septembre 2008 et de l'achèvement du processus de rapatriement du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). On pense que plus de 50 % des réfugiés se sont installés dans la province de Moxico, et bon nombre d'entre eux bénéficient directement du travail continu de MAG.

Visiter des villages éloignés permet à MAG de sensibiliser les gens aux dangers des mines. C'est particulièrement important étant donné le nombre significatif de réfugiés qui passent d'endroits où la présence de mines est relativement nulle, à un environnement hautement contaminé. De telles visites ont également permis aux populations de signaler des engins dangereux qui sont par la suite retirés puis détruits par l'Équipe d'Intervention rapide de MAG. Suite à la destruction d'un engin par MAG, Mateus, dix ans, a déclaré qu'il était heureux d'aider MAG en leur signalant des dangers car « c'est MAG qui a déminé notre village et nous a sensibilisé aux dangers des mines. »

MAG a également été l'un des premiers à mettre en place une méthode innovatrice en Angola afin de mesurer l'impact de son travail sur les populations éloignées. Ce processus implique la combinaison des données qualitatives et quantitatives. Elles sont par la suite analysées afin d'évaluer l'impact à long terme du travail de déminage. Toutes les conclusions sont ensuite évaluées pour déterminer au mieux les futurs lieux de déminage, puis permettre à l'organisation d'intégrer ces activités de la manière la plus appropriée dans le contexte de développement. Depuis le déminage de MAG à Canjumba, la population construit deux nouveaux trous de forage pour un approvisionnement en eau, elle envisage de construire des habitations sur des sols autrefois contaminés et rénove son école de l'époque coloniale afin d'accueillir un nombre toujours croissant d'enfants. Comme l'a souligné Fernando Enoque Chissuale, l'instituteur de 45 ans de



Construction de l'avenir pour les jeunes en Angola.

l'école locale : « Il y avait ici énormément de problèmes car les gens ne pouvaient pas se déplacer librement. Les gens avaient même peur de mettre un pied dans le village à cause des mines et des bombes non-explosées. » Grâce au travail de MAG, la population peut maintenant vivre sans danger et ne plus avoir peur, mais elle peut également développer les infrastructures socioéconomiques de base afin de disposer de moyens de subsistance durables.

Si l'on regarde vers l'avenir, en 2008, MAG Angola va essayer de reproduire ce qu'elle a effectué avec succès en 2007 et de consolider ses ressources dans la province de Moxico. Des partenariats importants vont être conclus pour intégrer davantage le travail de MAG dans les besoins de développement des populations éloignées et vulnérables, apportant de cette façon un avenir durable pour certaines des populations les plus défavorisées du pays. Au centre de toutes les activités se trouve l'entière et constante conformité au National Strategic Plan for Mine Action (Plan stratégique national de lutte antimines), en obtenant des données détaillées sur les besoins des populations, en développant des méthodes innovatrices et en évaluant l'impact pour pouvoir fournir un service efficace et ciblé pour les personnes dans le besoin.

- MAG est présente en Angola depuis 1994, date à laquelle l'organisation a commencé son travail dans l'est du pays.
- Elle emploie actuellement 170 nationaux et sept internationaux.
- Elle opère dans la province de Moxico, qui est la zone de l'Angola la plus touchée et qui est un lieu stratégique où l'Angola converge vers la Zambie et la République démocratique du Congo.
- Elle possède un bureau à Luanda, la capitale, ainsi qu'une base opérationnelle principale située à Luena, capitale de la province de Moxico.
- En 2007, nos équipes ont dépollué et/ou vérifié plus de 498 000 m² de terrains contaminés. Elles ont identifié, éliminé et détruit 3754 mines, engins non-explosés et autres objets dangereux. Dans le cadre de ses activités de liaison communautaire, MAG a sensibilisé 20 112 personnes aux dangers des mines, dont plus de 50 % étaient des enfants.



À GAUCHE : (Burundi) Destruction d'armes à la base logistique.
À DROITE : (Burundi) Préparation de la destruction de MANPADS.

Burundi & Congo

On estime à plus de 200 000 le nombre de Burundais qui ont péri pendant le conflit qui a suivi l'assassinat du premier président du Burundi élu démocratiquement en octobre 1993. Suite à un accord de cessez-le-feu signé par le gouvernement et le dernier groupe rebelle du pays en septembre 2006, il existe un nombre important de munitions abandonnées et d'autres armes potentiellement dangereuses menaçant la sécurité des individus et des populations qui tentent de reconstruire leur vie.

En réponse, MAG mène un projet sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) suite à la demande du ministère de la Défense du pays d'apporter une assistance et un soutien technique à l'armée burundaise.

Ce projet comporte trois objectifs : la destruction des MANPADS et de toute autre munition qui sont stockées dans des installations sécurisées ; la destruction en toute sécurité des armes obsolètes (telles que les AK 47, les fusils Lee Enfield et les tubes de mortier) ; et l'amélioration des bases logistiques militaires.

De plus, MAG aide la Brigade logistique du pays à améliorer son intervention face à la menace des ALPC, tout en aidant à la construction d'un site central de destruction et en assurant une formation.

Le Congo, qui a été décrit comme « une région épargnée par les importants conflits régionaux et les crises humanitaires du Bassin du Congo et de l'Afrique centrale »¹, se remet actuellement d'un conflit sporadique de près de dix ans, durant lequel les milices auraient obtenu plus de 24 000 armes par le biais de pillage des dépôts militaires et de la police. Alors qu'un processus de paix est en cours, les perspectives à long terme de sécurité humaine continuent d'être menacées par la présence d'ALPC dans des états sensibles

L'existence de stocks de grande ampleur incite malencontreusement au vol et à la mise en circulation illicite des armes et munitions, ce qui pourrait servir à alimenter davantage la violence ou le conflit dans la région. De plus, le stockage des armes et munitions dont l'état défectueux ou instable représente un risque d'explosion pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les populations qui vivent à proximité.

Malheureusement, le Congo a déjà vécu l'explosion de dépôts de munitions. À proximité de l'aéroport international de Brazzaville, 26 hectares de terres sont hautement contaminés par les bombes, les sous-munitions, les grenades et les mines du fait de l'explosion d'un dépôt il y a plus de 10 ans. Des détonations ont lieu chaque année sur ce site, alors que les populations circulent sur ce terrain contaminé pour maintenir leurs moyens de subsistance. Les agriculteurs continuent de trouver des engins explosifs quand ils creusent et brûlent leurs terres, et les habitants empruntent régulièrement des sentiers contaminés par des munitions pour



(Congo) Transport sécurisé de bombes aériennes en vue de leur destruction.

atteindre la rivière locale, où ils puisent l'eau et lavent leurs vêtements.

Afin d'apporter un soutien technique dans la destruction des stocks d'ALPC et des systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) et dans l'étude de zones soupçonnées d'être contaminées, MAG a conclu un accord de partenariat avec le ministère de la Défense du Congo en novembre 2007. Grâce au financement du Bureau du Département d'État américain chargé des questions liées à la suppression et à la réduction des armes, un total de 77 000 engins dangereux a été détruit jusqu'à la fin du mois de décembre, contribuant ainsi à une réduction significative de l'accès aux ALPC et de leurs explosions. De plus, les Forces Armées Congolaises (FAC) ont pu suivre une formation, renforçant la capacité et l'engagement national pour la destruction, l'inventaire et la gestion des stocks, et encourageant la sécurité à un niveau national et régional.

- **Burundi.** Le projet s'étale de septembre 2007 à avril 2008. Vingt soldats ont été formés pour la destruction de 1637 fusils obsolètes et de 29 lance-mortiers en utilisant des techniques de découpage. De plus, 208 SAM 7 – Grail (MANPADS) ont été détruits ainsi que des mines antichar, 14 roquettes de 107 mm, 16 roquettes PG7, 45 grenades à main, quatre obus d'artillerie et 1 905 exemplaires de munitions pour armes légères de 14,5 mm.
- **Congo.** Depuis que les opérations d'étude et de destruction des armes légères et de petit calibre ont débuté au mois de novembre 2007, plus de 76 000 munitions pour armes légères, 263 armes, 44 grenades à fusil, 40 grenades à main et 18 mines antipersonnel ont été détruites en les découpant et les brûlant. Les opérations de ce projet ont essentiellement lieu à Brazzaville, à Pointe Noire et à Dolisie et sont pour le moment financées jusqu'en avril 2008.

¹ "Why has the Republic of Congo Been Forgotten" « Pourquoi le Congo a-t-il été oublié » <http://www.conflicttransform.net/Republic%20of%20the%20Congo.pdf>



EN HAUT À GAUCHE : Un démineur de MAG vérifiant le terrain. EN BAS À GAUCHE : Destruction d'armes à Battambang (© Tim Page/MAG). CI-DESSUS : Une personne amputée et Kheun Sokhon, un démineur local, faisant une pause.

Cambodge

MAG Cambodge utilise une intervention intégrée face aux problèmes des mines et des engins non-explosés au Cambodge et a continué, en 2007, à travailler en étroite collaboration avec les communautés et les autorités locales, les ONG de développement, comme Vision du Monde, CARE International, Lutheran World Federation et Church World Service. Les partenariats de développement ont permis d'obtenir des résultats réels et rentables pour les populations touchées, permettant ainsi à MAG d'intervenir rapidement et efficacement pour réduire le risque de nouveaux incidents, pour concentrer ses efforts sur le déminage de zones dont les populations ont besoin rapidement pour pouvoir entamer un processus de développement et pour permettre aux partenaires de mener à bien leurs projets de développement.

L'année dernière, la productivité au niveau du programme n'a cessé de croître, avec un taux de déminage dépassant les 10 % en 2006 et une augmentation de 18 % pour l'enlèvement d'engins explosifs. D'un point de vue statistique, 38 % des terrains déminés seront utilisés dans un but agricole, 32 % pour le repeuplement, 17 % pour les routes, 4 % pour les écoles, 2 % pour le système sanitaire, et les 7 % restant à des fins de développement autre.

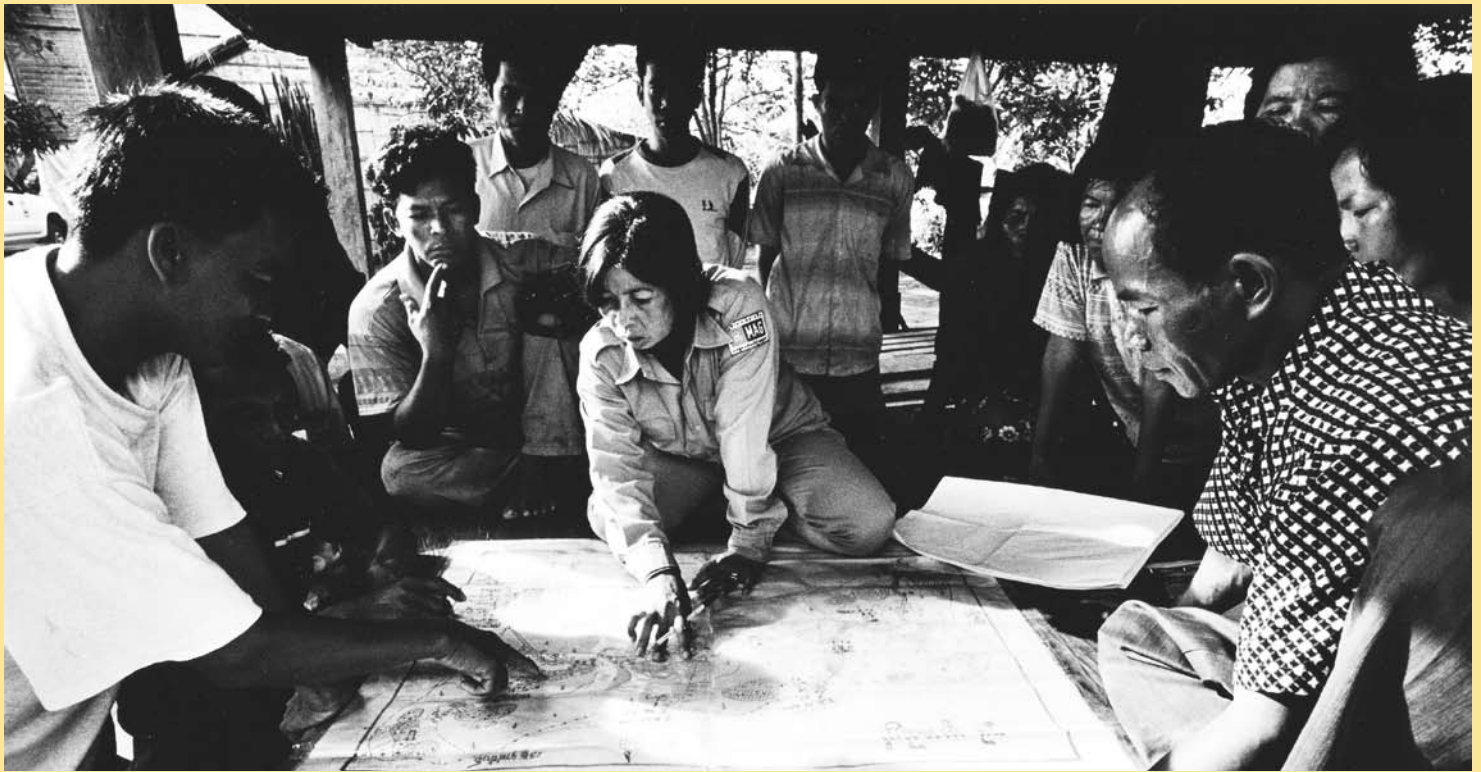
Bien sûr, les statistiques ne présentent qu'une partie des choses. L'impact positif du déminage sur les vies de certains hommes, femmes et enfants du Cambodge est confirmé par leurs paroles. Hom Hun vit dans le village d'Ou Chamlong à Battambang : « Même après la guerre, les gens souffrent encore de ce qu'ils ont dû laisser. J'ai perdu ma vache, j'ai perdu mes revenus, nous n'avons pas assez de nourriture... des gens sont également morts... la guerre peut se terminer mais la souffrance reste... (cependant) la vie est plus belle après le déminage effectué par

MAG...ce qui était autrefois un terrain dangereux est aujourd'hui une terre agricole que nous pouvons cultiver pour rendre la vie plus belle à nos familles et à nos enfants. »

Chuk Naing a survécu après avoir marché sur une mine et décrit les effets du travail de MAG. « Nous éprouvons aujourd'hui un soulagement car nous n'avons plus peur du danger auquel nous étions confrontés depuis que MAG est venu déminer nos terres. Avant, j'avais honte d'avoir été amputé mais quand MAG est arrivée au village, j'ai vu que certains de leurs démineurs étaient également amputés. J'ai senti qu'ils étaient forts et courageux parce qu'ils avaient perdu un de leurs membres mais qu'ils pouvaient toujours faire ce travail difficile, et maintenant, je ne me sens plus aussi mal. »

MAG a été la première organisation à intégrer l'égalité entre hommes et femmes : plus d'un tiers des 500 membres employés sont des femmes. Les démarches habituelles concernant le déminage supposent de vivre loin de chez soi, ce qui dissuade les femmes célibataires avec des enfants de s'engager. MAG Cambodge génère des revenus grâce à l'emploi conservé au niveau local puisque, une fois formée, l'équipe effectue les opérations de déminage au sein de leur propre communauté, mais également aux alentours. Non seulement, cette démarche augmente le sentiment d'appartenance et l'engagement de la population dans le processus de déminage, mais elle réduit aussi les coûts comme les déplacements, le logement et surtout, elle augmente la marge brute d'autofinancement au sein de cette population.

L'effet du déminage sur la région est démontré par Sok Khuern, un habitant du village Sok Sek à Battambang qui a survécu à

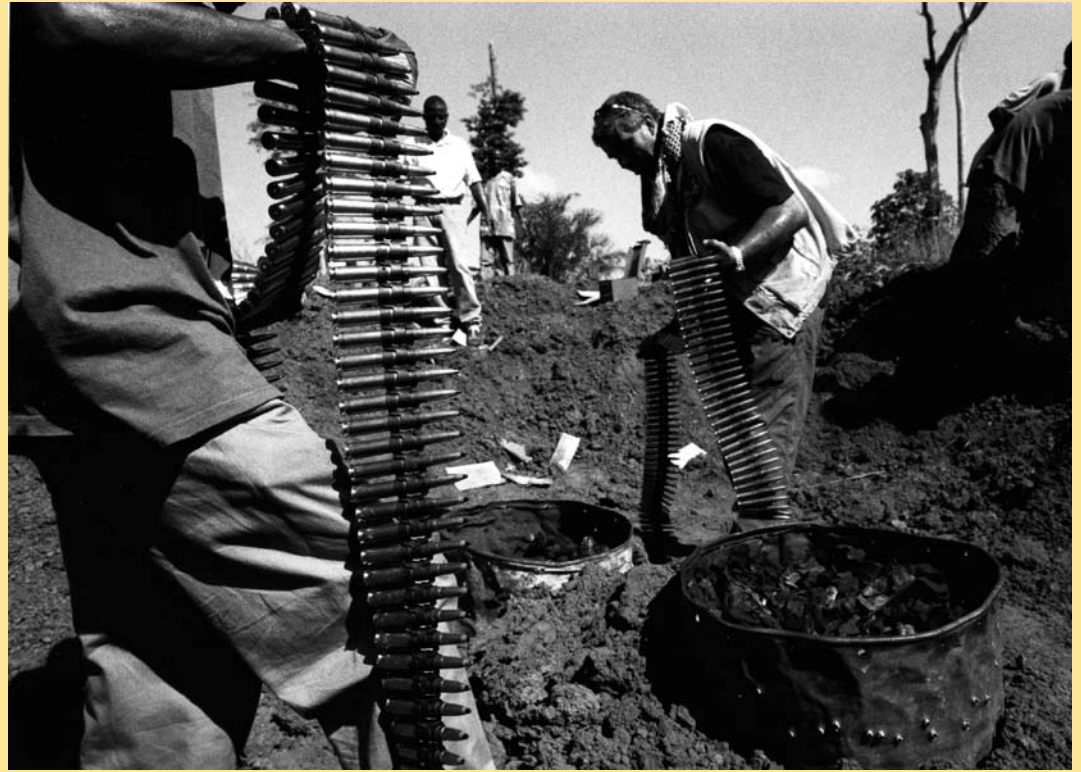


Un membre de la liaison communautaire effectue une évaluation du village afin de déterminer les zones à déminer en priorité.

l'explosion d'une mine et qui est également un démineur de MAG, quand il déclare : « Je ne me sens pas capable de cultiver la terre ni des légumes, alors MAG m'a offert un travail de démineur au niveau de la région, ce qui me permet de travailler près de chez moi. J'aime ce travail parce que j'ai une expérience en tant que soldat, et je souhaite vraiment apporter mon aide pour éliminer toutes les mines du Cambodge. Je veux également prouver aux gens qui pensent qu'une personne amputée n'a aucune valeur au sein de la population ou est incapable de faire quoi que ce soit, qu'ils ont tort. Je veux vraiment continuer à faire ce travail parce que j'ai un réel objectif : aider à réduire le nombre de personnes comme moi, qui peuvent être mutilées par des mines. »

Les différents types de terrain ainsi que les différents niveaux et types de contamination ont permis aux équipes de recherche et de développement de poursuivre les essais et les évaluations des nouvelles améliorations en matière de technologie de déminage. Cette année a été particulièrement intéressante du fait du déploiement et de l'essai d'un appareil portatif de détection de métal doté d'un radar (HSTAMIDS) sur une zone d'évaluation opérationnelle pendant la dernière partie de l'année. Les premières indications supposent que cette technologie peut permettre de détecter les mines plus rapidement et accélérer la remise à disposition des terres aux populations. Les essais réussis de cette nouvelle technologie pourraient aboutir à la mise en service de cet équipement innovant dans les programmes de MAG.

- MAG a débuté ses opérations au Cambodge en 1992 en déployant une équipe dans la province de Battambang. Aujourd'hui, elle opère avec 21 équipes comprenant quatre équipes régionales de déminage, cinq équipes de neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX), une équipe d'étude technique, sept équipes de liaison communautaire (LC), six équipes de localisation, trois chiens détecteurs de mines, huit équipes chargées du débroussaillage et trois équipes de recherche et développement.
- L'équipe nationale réalise 99 % de la capacité totale avec quatre membres internationaux supplémentaires. Les femmes représentent 38 % du personnel sur l'ensemble du programme et les personnes amputées représentent également 7 % de la main d'œuvre.
- Ils opèrent actuellement dans les provinces de Pailin, Battambang, Banteay Meanchey, Preah Vihear, Kampong Cham et de Kampong Thom.
- En 2007, le programme a permis le déminage de 4 172 748 m² de terres. Un total de 7 054 mines antipersonnel, 103 mines antichar et 20 425 engins non-explosés ont été enlevés et détruits.



EN HAUT À GAUCHE : Une caisse de munitions est enlevée des restes du camp Ngashi. EN BAS À GAUCHE : Inventaire des armes au camp Ngashi. CI-DESSUS : Destruction de cartouches pour mitrailleuses de 12,7 mm en les brûlant dans des barils de pétrole enterrés en utilisant du charbon de bois et du gazole.

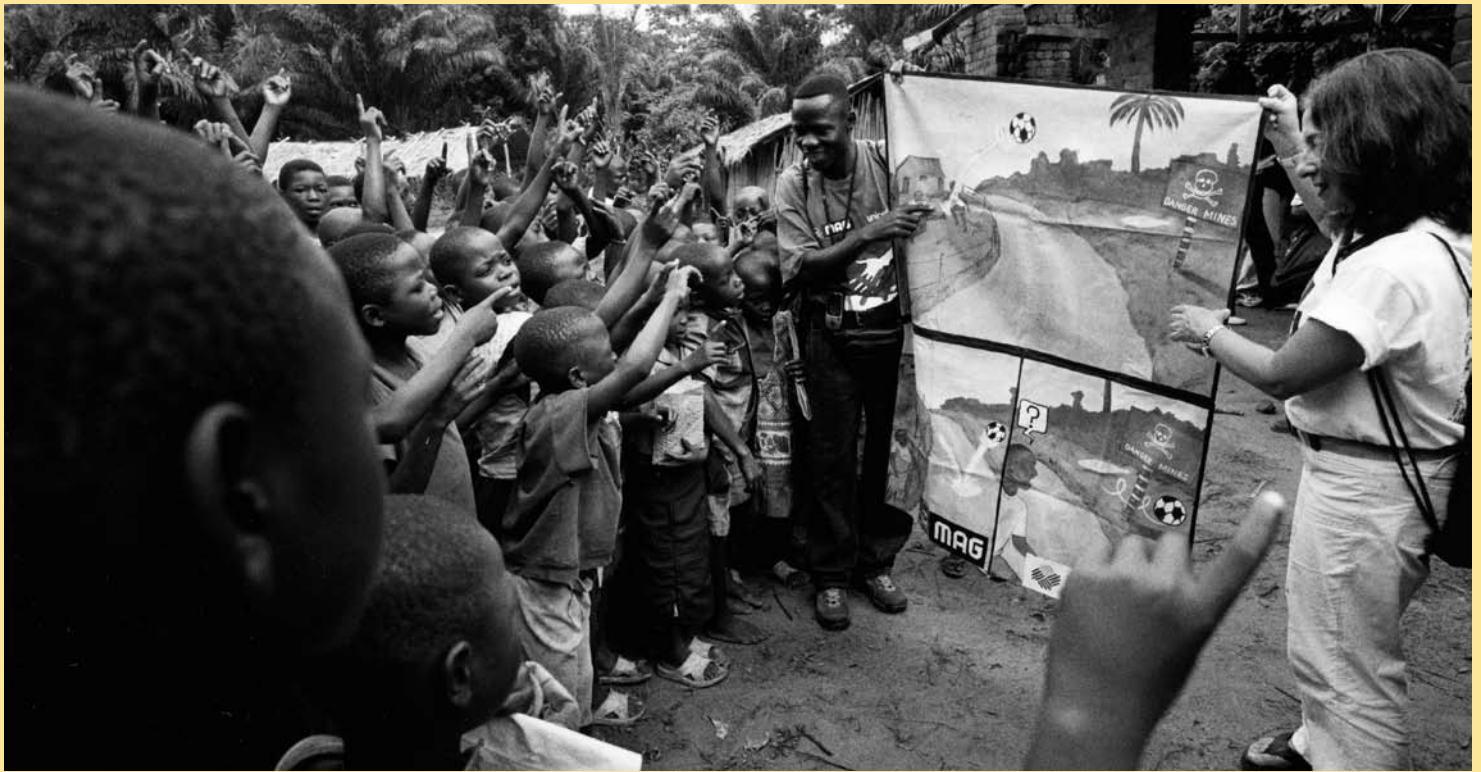
République démocratique du Congo (RDC)

MAG RDC gère deux programmes visant à faire face à la menace que représentent les restes de guerre et à participer à la relance et au développement du pays. L'un des programmes est réalisé par le biais de la liaison communautaire intégrée et des équipes de déminage, qui réduisent la menace en enlevant et détruisant les objets dangereux comme les mines et autres engins explosifs, et par le biais de programmes de sensibilisation aux dangers des mines, qui donnent des conseils aux populations touchées. La liaison communautaire permet une communication efficace et à double sens avec la population locale et garantit que les priorités du village concernant les programmes de sensibilisation et les opérations de déminage sont respectées. Les volontaires de la population sont formés au marquage de zones suspectes et savent qu'ils doivent contacter MAG afin de déminer rapidement une zone quand les équipes n'opèrent pas dans le secteur. Le programme sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) quant à lui est mené en étroite collaboration avec les autorités congolaises et se concentre sur la destruction des surplus d'armes. La région des Grands Lacs est instable et le risque de conflit dû aux groupes armés locaux est important. Les armes de ces groupes proviennent d'anciennes zones de combat, du démontage d'armes inutilisables pour en assembler d'autres et du pillage des dépôts d'armes. L'intervention sur les ALPC aide à réduire le nombre d'armes qui sont potentiellement disponibles pour ces groupes.

En enlevant et détruisant les engins non-explosés et les mines, MAG soutient également la reprise des activités économiques et le retour de réfugiés en faisant en sorte que la terre soit sécurisée pour l'agriculture, le transport ou la construction d'infrastructures sociales. Servant à plus que l'amélioration de la vie des Congolais,

le développement socioéconomique est un outil important dans la consolidation de la paix étant donné que les conflits meurtriers de la République démocratique du Congo ont été exacerbés par, et ont contribué à, la misère. Réduire la pauvreté signifie réduire les risques de conflits futurs. Kalunga Munkata, le chef du village de Kabuta, dans la province du Katanga, a indiqué combien les citoyens, à leur retour au village après la guerre, voulaient reconstruire leurs maisons mais qu'ils ont trouvé des objets dangereux enterrés, les obligeant ainsi à subir tous les jours la menace constante de mort ou de blessure. Le chef a déclaré à l'équipe de liaison communautaire de MAG que « Lorsque MAG aura terminé le travail de déminage de la terre, nous l'utiliserons pour cultiver du maïs, des haricots et du manioc. »

La sensibilisation aux dangers des mines fait partie intégrante du travail de MAG. De nombreux accidents surviennent quand des villageois essaient d'enlever des engins de la zone où ils vivent dans l'espoir de protéger leur famille ou quand les enfants jouent avec ces derniers en toute innocence. Jona, 14 ans, et son ami Jérémie, de Moba dans la province du Katanga, ont été blessés par des débris d'engins explosifs en voulant jouer avec. « On ne savait pas que c'était une bombe. On pensait que c'était un morceau de vélo. » Grâce au programme de sensibilisation aux dangers des mines de MAG, ils savent maintenant, ainsi que les autres enfants du village, qu'ils ne doivent pas toucher aux objets qu'ils ne connaissent pas. En 2007, le célèbre chanteur congolais Papa Wemba a participé au programme de sensibilisation aux dangers des mines. Le 4 avril, pour la Journée internationale de la lutte antimines, il a été nommé Ambassadeur de lutte contre les mines et a par la suite sensibilisé le public, par le biais de la télévision et de la radio, au problème des mines. En tant que chanteur célèbre, il a délivré des messages de prudence à travers tout le pays afin de toucher un large public.



Sensibilisation aux dangers des mines dans la province de l'Équateur.

Afin d'assurer la pérennité du travail effectué dans la République démocratique du Congo, MAG travaille avec les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans le but de développer leur compétence en matière de destruction d'armes et de procédures sécuritaires. De nombreux officiers et membres du personnel des FARDC ont suivi une formation assurée par MAG et sont quotidiennement supervisés à la Base logistique centrale de Kinshasa, où les armes provenant de tout le pays y sont envoyées pour être détruites par deux nouvelles cisailles installées par MAG. MAG cherche aussi à contribuer au développement d'une capacité nationale dans le domaine de la lutte antimines en travaillant avec des ONG locales. Un partenariat a été conclu jusqu'en 2012 avec Humanitas Ubangi, une organisation locale qui se concentre sur la sensibilisation aux dangers des mines dans la province de l'Équateur et espère développer ses activités dans les Kasais. En 2008, MAG s'impliquera dans le développement de la capacité organisationnelle et la formation technique au niveau de la liaison communautaire et de la sensibilisation aux dangers des mines. MAG développe également sa capacité au sein du programme avec, en 2008, un plan d'embauche de personnel national pour certains postes managériaux qui sont actuellement occupés par des expatriés.

En 2008, MAG envisage également d'étendre son programme clé sur les ALPC aux provinces du Bas-Congo, de Bandundu et des Kasais oriental et occidental. L'objectif au cours des prochaines années est de couvrir tout le pays vu l'autorisation officielle reçue du ministère de la Défense pour détruire tous les surplus d'armes et les armes inutilisables appartenant aux FARDC. Parmi les ONG, les différents acteurs gouvernementaux et commerciaux qui travaillent à la destruction des armes et des munitions dans la République démocratique du Congo, MAG est de loin la plus importante en termes de rendement : 90 % des armes et 80 % des munitions ayant été détruites dans le pays en 2007 l'ont été par MAG.

- MAG travaille en République démocratique du Congo depuis 2004.
- Les principales zones d'opération sont les provinces de l'Équateur et du Katanga et la capitale Kinshasa. Le siège est situé à Kinshasa, avec des bases régionales à Mbandaka et Lubumbashi. MAG possède également une base opérationnelle à Pweto et installe ses bases temporaires dans les zones d'opération immédiates.
- Le programme emploie actuellement 122 nationaux, 104 hommes et 18 femmes, et 15 expatriés.
- Le programme de déminage consiste en un déminage manuel et une localisation électronique. Le programme sur les ALPC utilise des cisailles et des scies industrielles pour la destruction des armes.
- En 2007, le programme de MAG sur les ALPC a permis la destruction de plus de 69 000 armes et 145 tonnes de munitions. Le déminage a permis d'enlever plus de 80 000 objets dangereux et la dépollution de 240 000 m² de terre. La terre dépolluée est utilisée comme suit : 58 % pour l'agriculture, 27 % pour le logement, 12 % pour les routes, 2 % pour les sources d'eau et 1 % pour les installations médicales.



EN HAUT À GAUCHE : Déminage manuel. EN BAS À GAUCHE : Préparation d'une prochaine destruction.
CI-DESSUS : Utilisation de tracteurs blindés Armtrak équipés de rouleaux afin de contrôler que la terre est dépolluée.

Irak

Le travail de MAG en Irak a permis de réduire la menace qui pesait sur les habitants et les populations de passage et participe également à la promotion d'initiatives socioéconomiques et de développement. Notre programme a contribué aux initiatives de construction de la paix, favorisant la stabilité à long terme en Irak et dans la région. MAG a travaillé avec l'Autorité nationale de lutte antimines (NMAA) située à Bagdad, ainsi qu'avec l'Autorité de lutte antimines du Kurdistan irakien (IKMAA) et la Direction générale de lutte antimines (GDMA) situées dans le nord du pays. Dans le cadre de son engagement à participer à la construction nationale, MAG continue à travailler en partenariat avec les ministères de l'Éducation et de la Santé pour développer un programme durable et indépendant de sensibilisation aux dangers des mines. En 2007, MAG a continué à renforcer et à développer ces partenariats de travail tout en coordonnant étroitement ses activités avec les agences des Nations Unies, les autorités gouvernementales locales et régionales et toute autre organisation participant aux initiatives de reconstruction et de réhabilitation humanitaire à travers le pays.

En 2007, MAG a continué à cibler les populations déplacées, les populations qui reviennent ainsi que les communautés résidentes. Ce programme est le programme le plus long et le plus ancien en Irak concernant la liaison communautaire (LC) et la sensibilisation aux dangers des mines. Les équipes de liaison communautaire sont formées pour sensibiliser les populations vulnérables aux dangers des mines et pour recueillir des données et des informations en tenant compte des sensibilités différentes des hommes et des femmes. En 2007, les équipes de liaison communautaire ont réalisé plus de 3 000 visites des populations et

des autorités locales, dont 1 579 comportaient une sensibilisation aux dangers des mines. Ces activités ont permis d'établir des plannings opérationnels et de définir les priorités, améliorant la capacité du programme à évaluer l'impact des interventions et à suivre de près leurs résultats. Le programme intègre de la main d'œuvre et des outils mécaniques pour maximiser les opérations de déminage manuel et recherche en permanence de nouvelles innovations permettant d'augmenter la productivité. En 2007, un financement lui a été accordé pour tester de nouvelles pièces d'équipement en 2008.

En 2007, les opérations ciblaient les populations vivant dans la région hautement contaminée par les mines près de la frontière avec l'Iran et le long de l'ancienne ligne verte. Les opérations situées sous la ligne verte à Mossoul, Kirkuk et Diyala continuent de s'étendre, avec des activités telles que l'enlèvement sécurisé de restes de guerre. Le travail à Dohuk a facilité la reconstruction d'un pont reliant les gouvernorats de Dahok et Mossoul. En réponse au bombardement turc aux alentours de la frontière, MAG a créé un plan d'urgence afin d'enlever les restes explosifs de guerre. En janvier 2008, les opérations de déminage commenceront dans la région de la frontière avec la Turquie.

Abdulla Khan, le maire du village de Darband, a comparé MAG à de « vrais libérateurs » après le déminage de 7 des 13 zones polluées situées autour de son village. « Nous sommes revenus ici pour la première fois en 1991 et nous avons trouvé notre village complètement détruit et le sol était jonché de mines » a-t-il déclaré. « Nous avons essayé de reconstruire notre vie mais près de 70 personnes ont été tuées ou blessées par des mines et nous avons perdu des centaines d'animaux. C'était comme vivre en



Sensibilisation des enfants déplacés de Mossoul à Bagdad aux dangers des mines.

prison. Nous avons dépollué certaines zones nous-mêmes afin de construire des maisons, mais c'est tout. La plupart des gens ne sont pas revenus chez eux. Quand MAG est venue ici, nous avons pu reconstruire nos vies. Au départ, 30 familles sont revenues. Aujourd'hui, il y en a 84. Nous avons besoin d'animaux pour survivre. Nous pouvons maintenant cultiver la terre et avoir accès aux arbres pour en faire du bois de chauffage. »

En août 2007, MAG a mis en place un projet de destruction destiné aux armes légères et de petit calibre (ALPC) comportant six équipes d'urgence épaulées par trois équipes spéciales de liaison communautaire. Les populations ont également signalé des objets supposés être des ALPC en composant un numéro gratuit qui les met directement en relation avec les équipes ALPC de MAG. Durant les quatre premiers mois des opérations, MAG a localisé et enlevé plus de 84 tonnes d'ALPC et autres explosifs dans tout le nord et le centre de l'Irak. La réduction notable de la menace d'engins explosifs exercée sur les populations locales et les forces de sécurité en Irak, témoigne du succès de ce projet. En supprimant les stocks et les caches d'explosifs laissés sans surveillance et sans protection, le projet a permis d'améliorer la sécurité et de construire la paix en Irak et dans ses alentours.

MAG mène des opérations en Irak dans un contexte de sécurité difficile. Mais, grâce à une gestion prudente de la sécurité et de la politique, les opérations ont continué à s'étendre à des zones auparavant inaccessibles permettant ainsi à MAG d'atteindre les populations touchées les plus vulnérables.

- MAG travaille en Irak depuis 1992.
- Le programme compte 25 équipes de déminage, six équipes d'intervention d'urgence en matière d'ALPC, quatre équipes de mécanique et 15 équipes de liaison communautaire.
- Les opérations sont menées dans les gouvernorats de Dahok, Erbil, Sulymaniyah, Mossoul, Kirkuk et Diyala qui sont situés dans le nord et le centre du pays.
- Les sièges du programme sont situés à Erbil avec des bases opérationnelles à Dahok, Diyana, Chamchamal et Sulymaniyah.
- En 2007, 2 166 407 m² de terres ont été sécurisées grâce à des méthodes de déminage intégrées. Sur ces deux millions, 1 217 394 m² de terres ont été dépollués mécaniquement, augmentant ainsi le taux de déminage pour les populations touchées.
- Les terres dépolluées ont été utilisées pour l'agriculture (les pâturages et la culture) et la construction de maisons. Cela a également facilité les projets d'infrastructure et de développement tels que la construction de châteaux d'eau, la réparation d'un pont sur l'autoroute allant vers la Syrie et l'entretien des canaux d'irrigation.



EN HAUT À GAUCHE : Déminage d'une zone pour un jardin scolaire à Ban Kabour, dans la province de Xieng Khouang. EN BAS À GAUCHE : Boua Nom montre au personnel de MAG le site où son neveu de 15 ans a été tué en enlevant le détonateur d'un projectile. CI-DESSUS : Sensibilisation aux dangers des mines à Khammouane.

Laos

Le programme de MAG Laos s'est considérablement étendu en 2007 avec la création de six nouvelles équipes de déminage d'engins non-explosés (UXO). MAG a continué à apporter son aide à UXO LAO (agence de déminage national) avec l'application de la stratégie du gouvernement de la République populaire démocratique du Laos en matière d'engins non-explosés : « Safe Path Forward. » Le déminage a été effectué pour l'agriculture, les canaux de drainage, les pylônes électriques, les puits, les jardins scolaires, les routes (afin de fournir un accès aux marchés) et pour encourager le tourisme du site historique de la Plaine des Jarres.

L'expansion du programme a permis à MAG de renforcer son soutien en matière de déminage d'engins non-explosés aux partenaires de développement tels que World Food Programme (WFP), Triangle Génération Humanitaire et International Relief and Development (IRD). Ces partenariats aident les populations à utiliser au mieux les terres dépolluées.

Les équipes de liaison communautaire (LC) jouent un rôle essentiel dans la démarche de MAG Laos. En utilisant la méthode accélérée de recherche participative (MARF), les équipes de LC travaillent avec les populations afin d'identifier et d'établir plus facilement la liste des opérations de déminage à effectuer en priorité. Elles assurent également la liaison entre les équipes de déminage d'engins non-explosés et les autorités locales pour garantir que les parties prenantes importantes sont consultées et tenues informées.

Les équipes de déminage utilisent maintenant des méthodes et des technologies pour la détection d'engins non-explosés, plutôt que pour la seule détection de mines. Par exemple, nous utilisons

le détecteur de métaux à grande profondeur CEIA MIL D1 qui est spécialement conçu pour détecter les engins non-explosés. Cette toute nouvelle technologie de détection a obtenu de bien meilleurs résultats en matière de profondeur de détection, de capacité de compensation des terrains et d'immunité aux interférences extérieures. Ce détecteur peut également « filtrer » les masses métalliques, réduisant ainsi le nombre de lectures du détecteur qui doivent être vérifiées, ce qui augmente par conséquent le taux de déminage.

En 2007, le programme a développé et a testé une méthode d'évaluation de risque préliminaire et de remise à disposition de terrain. Cette démarche innovatrice est actuellement en train d'être modifiée à la lumière de l'engagement du Centre international de déminage humanitaire de Genève (au nom de l'Autorité nationale de régulation) pour le développement d'un outil national pour la remise à disposition des terres. MAG Laos a été l'une des premières à essayer et à tester cette méthode qui va probablement augmenter significativement la productivité et accélérer la remise à disposition des terres. Ce processus est en cours et MAG Laos continue à prendre part aux discussions et débats.

Cette année, l'équipe toute féminine de Xieng Khouang a mené une évaluation de la répartition homme/femme pour le secteur des engins non-explosés. Cette évaluation a servi de base pour une plus grande évaluation au niveau national soutenue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les objectifs de cette évaluation étaient de permettre une meilleure compréhension des impacts des engins non-explosés sur les hommes et les femmes, de faire des recommandations pour intégrer les hommes et les femmes dans le processus de



Un amas d'engins non-explosés à l'extérieur d'une usine à hauts fourneaux à Phonsavan dans la province de Xieng Khouang.

déminage des engins non-explosés et de mieux comprendre les conséquences des accidents d'engins non-explosés sur les hommes et les femmes ayant survécu.

Vilaphan Soukvilay, 23 ans, est la responsable de l'une des deux équipes féminines de MAG. « Il existe un proverbe laotien qui dit que les femmes sont toujours derrière les hommes » a-t-elle déclaré. « Ce n'est pas vrai. Regardez ce que nous faisons aujourd'hui. Nous avons dépollué plus de 3 500 m² de terre ! Au début, j'étais la responsable d'une équipe mixte. Parfois, il était difficile de dire aux hommes ce qu'ils devaient faire, surtout à ceux qui étaient plus âgés que moi. Je suis plus heureuse maintenant que je fais partie d'une équipe féminine. Il y a une bonne ambiance et nous travaillons très bien ensemble. Nous avons trouvé des engins non-explosés dans l'école du village que nous déminons, mais aussi sur une terre agricole. Ce qui est bien dans ce travail, c'est que quand nous trouvons des engins non-explosés, nous les détruisons. Ça fait du bien de savoir que nous rendons ces villages plus sûrs. »

L'an prochain, MAG Laos continuera avec son effectif actuel à mettre l'accent sur la formation de son personnel, tout en continuant à améliorer son rendement. Dans le contexte concurrentiel local, le programme est bien décidé à rester le premier choix en matière de service de déminage au Laos, donnant aux bailleurs de fonds et aux bénéficiaires le meilleur rapport qualité-prix, aussi bien d'un point de vue de la qualité que de la quantité. L'application totale d'une structure managériale modifiée permettra aux responsables nationaux de prendre en charge la majeure partie du programme de gestion au quotidien, alors que les expatriés apportent des conseils, des innovations et une assurance-qualité.

- Pendant les conflits à la fin des années 60 et au début des années 70, plus de 580 000 opérations de bombardement ont été menées sur le Laos, avec pour conséquence une présence importante de mines sur 15 des 18 provinces du pays.
- MAG travaille dans la République populaire démocratique du Laos depuis 1994, ce qui fait d'elle l'opérateur de déminage humanitaire des engins non-explosés le plus ancien et le plus expérimenté du pays.
- MAG travaille actuellement dans les provinces de Xieng Khouang et de Khammouane, et dirige 11 équipes de déminage d'engins non-explosés (dont deux équipes féminines) et neuf équipes de liaison communautaire.
- Le programme compte comme personnel 450 nationaux et 10 expatriés (dont deux sont détachés auprès des organismes nationaux avec un rôle de renforcement des capacités.) 35 % de l'ensemble du personnel sont des femmes.
- En 2007, MAG Laos a dépollué 3 257 638 m² de terres et a localisé et détruit 6 460 objets dangereux.



EN HAUT À GAUCHE : Déminage dans un verger près de Tyre. EN BAS À GAUCHE : Des techniciens lors du briefing matinal. CI-DESSUS : Des techniciens vérifient le terrain et les arbres à la recherche de sous-munitions.

Liban

Fin 2006, MAG a terminé son intervention d'urgence de déminage des routes, des habitations et des jardins dans le sud du Liban. Ce déminage était nécessaire et urgent suite aux 34 jours de bombardement en juillet et août de la même année. Cependant, les conséquences du conflit dans le sud du pays étaient très importantes et MAG a donc continué ses opérations durant tout 2007, en se concentrant sur le déminage de zones agricoles et de pâture.

En 2007, MAG a travaillé dans 21 communautés et a participé au redressement et au développement social et économique du Sud-Liban grâce au déminage efficace et sans danger des restes de guerre. Par conséquent, les populations vivent dans un environnement plus sûr et peuvent retourner dans des zones qu'elles avaient autrefois quittées ou se réinstaller ailleurs. À ce titre, elles ont une meilleure qualité de vie et un environnement plus stable et plus productif. Mme Sukna Olleik habite au village de Yohmor qui fut l'un des plus touchés durant le conflit : « Quand je suis revenue après la guerre, j'avais très peur. J'avais perdu mon mari et tout ce que je possédais. Il y avait des bombes non-explosées partout où l'on regardait. Maintenant, la terre est dépolluée alors nous pouvons cultiver du thym et du gombo, ce qui nous aide beaucoup. Les ruines de nos maisons ont également été déminées et nous pouvons donc commencer à reconstruire. MAG sont de vrais humanitaires. Sans eux, nous serions paralysés. » En créant un environnement sûr, MAG participe à la reconstruction des principales infrastructures du Liban, comme les écoles et les installations médicales, qui sont essentielles au redressement et au développement du pays.

En plus du déminage de la zone de combat dans le sud du pays, une équipe d'étude technique travaille dans le centre du Liban depuis mai, se concentrant sur la dépollution des champs de mines. Ces opérations de déminage ont été suspendues en 2006 à cause de l'état d'urgence dans lequel se trouvait le sud du pays. Depuis la reprise du travail, l'équipe a identifié et sondé deux champs de mines, dépolluant 1 819 m² de terres.

En 2007, la liaison communautaire (LC) a continué à jouer un rôle essentiel dans le travail de MAG Liban. Les activités de la LC consistent à aider le travail de déminage en fournissant des emplacements de postes de contrôle et des zones d'entreposage, en garantissant l'accord des propriétaires des terres pour utiliser leur maison ou leurs champs pour le déminage, et en insistant sur les messages de sécurité apportés aux populations bénéficiant des opérations de déminage. Un total de 2 622 opérations ont été menées cette année, dont 440 opérations de collecte de données, 367 visites de liaison avant, pendant et après le déminage, 125 rapports d'activité concernant les zones dangereuses et 1658 activités autres, dont la cartographie, l'accueil des visites médiatiques, l'évaluation et le contrôle-qualité, et la remise d'études de cas.

En septembre, lors d'une nouvelle initiative suite au conflit qui a duré un mois et qui a déplacé 30 000 habitants du camp de réfugiés de Nahr el-Bared à Tripoli, situé au nord du Liban, MAG était la première organisation à être autorisée à pénétrer dans le camp. MAG a apporté son aide à l'organisme de soutien des Nations Unies pour les Palestiniens (Office de secours et de travaux des Nations Unies) pour des missions d'évaluation des dégâts et nos compétences techniques ont permis d'assurer la



Un excavateur blindé équipé d'un godet cribleur spécialement conçu par MAG est utilisé pour chercher dans les ruines de maisons, ce qui permettra aux populations de reconstruire en toute sécurité.

sécurité de l'équipe pendant le déroulement de ces importantes missions.

MAG a continué à travailler en partenariat avec le Centre antimines libanais (LMAC) et le Centre de coordination de la lutte antimines du Liban sud (MACC SL) du gouvernement du Liban. MAG est entièrement accréditée par le MACC SL et le LMAC et a signé un Mémorandum d'entente avec le LMAC valable jusqu'au 31 décembre 2010.

MAG poursuit son engagement dans le soutien du Plan à long terme du gouvernement libanais dont l'objectif est de construire un Liban exempt des conséquences des mines et des engins non-explosés. En 2008, MAG va maintenir 18 équipes de déminage des zones de combat afin de terminer le déminage de sous-munitions dans le Sud-Liban. Le programme comptera deux équipes de déminage des champs de mines qui reprendront les opérations de dépollution qui avaient été interrompues après les hostilités de 2006 dans le centre du Liban. Il y aura une équipe mécanique pour chaque emplacement et la liaison communautaire restera, en 2008 et au-delà, un élément essentiel dans le programme de MAG concernant le règlement des conflits au Liban.

- MAG travaille au Liban depuis novembre 2000.
- L'équipe est composée de 380 nationaux et de 21 expatriés dont : 22 équipes de déminage de zones de combat, une équipe d'étude technique/reconnaissance, quatre équipes de mécanique, trois équipes de liaison communautaire, et deux équipes de déminage à l'aide de chiens composées de deux maîtres-chiens et de quatre chiens.
- 4 492 800 m² de terres ont été vérifiées et déminées par des techniques manuelles, électroniques et visuelles, ce qui a permis l'enlèvement et la destruction de 4 747 restes de guerre dangereux (4 129 sous-munitions et 618 engins non-explosés) sur 53 zones dangereuses.
- La zone dépolluée est principalement utilisée pour l'agriculture, ce qui permet de stimuler le développement socioéconomique et le redressement post-conflit.
- Les principales infrastructures sont également en reconstruction, ce qui permet d'améliorer le service de santé et l'éducation qui sont essentiels pour un redressement et un développement à moyen et long terme.



EN HAUT À GAUCHE : Déminage manuel. EN BAS À GAUCHE : Utilisation d'un mini-fléau Bozena pour contrôler la zone autour d'un temple. CI-DESSUS : Une personne de la liaison communautaire effectue une sensibilisation aux dangers des mines.

Sri Lanka

MAG s'est engagée à poursuivre ses opérations durant toute l'année 2007 malgré l'intensification des combats entre les troupes du gouvernement et les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE). Ce regain d'hostilité a conduit à une situation plus complexe et plus instable dans un pays, qui n'a guère encouragé l'accord fragile du processus de paix. Il est devenu difficile pour les organisations non-gouvernementales d'intervenir sans danger dans des zones touchées et par conséquent, les opérations de MAG Sri Lanka à Batticaloa ont été de nouveau suspendues.

En juin 2007, le gouvernement a informé MAG que ses opérations ne pouvaient pas reprendre. Le personnel a travaillé d'arrache-pied pour faire annuler cette décision et avec l'aide des bailleurs de fonds et des autres agences, l'accord sur le programme du pays permettant à MAG d'intervenir, a enfin été renouvelé. En août 2007, le gouvernement a finalement confié à MAG Sri Lanka le déminage de 45 zones soupçonnées d'être dangereuses et a donné son accord pour que les opérations reprennent entièrement. Le district de Batticaloa a été particulièrement touché par le récent conflit et les opérations militaires à grande échelle menées dans le district en 2007 ont eu pour conséquence le déplacement de plus de 142 000 personnes¹.

En réponse à cela, MAG Sri Lanka a déployé des équipes expérimentées aussi bien dans le déminage, le déminage de zone de combat (BAC) que dans le balisage de champs de mines ainsi que dans les activités de liaison communautaire. Le travail consiste à identifier, à définir les zones à traiter en priorité et à déminer les 45 zones soupçonnées d'être dangereuses (bien qu'elles n'étaient pas toutes accessibles du fait des restrictions de sécurité) et à aider à la reconstruction et à la rénovation du district en permettant aux agences de développement et aux départements gouvernementaux locaux d'avoir un accès sécurisé.

MAG a utilisé un mini-fléau Bozena afin de réduire la zone et de garantir la qualité du déminage d'une zone appartenant à la famille Kathirvelu depuis quatre générations. Cette terre était occupée par l'armée sri-lankaise entre 1998 et 2001. Cette zone était connue pour être minée et a été dépolluée manuellement par l'Unité de déminage humanitaire (HDU) au milieu de l'année 2002 sans respecter les normes internationales. M. Kathirvelu et son fils ont commencé à dépolluer et à cultiver la terre. Ils ont fait leurs plantations à 20 mètres de la zone qui avait été auparavant déminée. Alors qu'ils travaillaient, ils ont découvert deux mines antipersonnel. Il est apparu qu'il s'agissait de mines isolées (mines situées en dehors du champ de mines cartographié.) Les membres de la famille ont commencé à s'inquiéter, pensant que la zone entière était minée, et avaient peur pour leur sécurité. Une fois le



Un démineur vérifie le terrain, alors que des villageois commencent à faire des plantations sur un terrain récemment dépollué.

déménagement effectué, M. Kathiravelu et sa famille ont pu cultiver des tomates, des choux, des piments et des citrons.

Les activités présentes et futures de MAG pour 2008 consistent à participer aux efforts du ministère du repeuplement et à participer aux activités de développement du ministère de la construction nationale et du développement des infrastructures immobilières dont les activités combinées sont essentielles pour retrouver une vie normale et promouvoir la paix.

Le programme a également commencé le renforcement des capacités avec le personnel local, en assurant la formation professionnelle en management d'un responsable, notamment en anglais et en informatique, mais aussi une formation technique pour les éléments principaux du personnel opérationnel.

- Le siège est situé dans la capitale, Colombo, avec une base d'opérations implantée dans le district de Batticaloa situé dans le nord-est du pays.
- MAG travaille au Sri Lanka depuis 2002 et dans le district de Batticaloa depuis 2004.
- Entre septembre et décembre 2007, 19 mines antipersonnel et deux engins non-explosés ont été découverts et 146 080 m² de terres ont été délimités. Les équipes mécaniques utilisant le Bozena ont vérifié 122 953 m², les équipes chargées du déminage de zones de combat (BAC) ont nettoyé 1 744 377 m² et 7 040 m² ont été déminés manuellement en utilisant des méthodes de ratissage.
- Actuellement, le programme compte trois équipes de déminage, trois équipes de liaison communautaire et deux engins Bozena qui apportent une aide mécanique au déminage manuel.

¹ Source : UNHCR Sri Lanka 16 avril 2007



EN HAUT À GAUCHE : Un véhicule de déminage Rhino de MAG est utilisé pour étudier des routes soupçonnées d'être dangereuses. EN BAS À GAUCHE : Le personnel de liaison communautaire montre une mine et sensibilise les enfants de l'école primaire de Magwi aux dangers des engins non-explosés. CI-DESSUS : Préparation de la destruction de sous-munitions.

Soudan

Trois ans après la signature de l'accord de paix global (APG), MAG continue à soutenir la paix et la stabilité au Soudan par le biais de diverses activités. En 2007, le programme se focalisait sur le retour et la réhabilitation des réfugiés, des personnes déplacées internes et des communautés touchées par le conflit. La réponse de MAG est intégrée et implique la liaison communautaire (LC), la sensibilisation aux dangers des mines, une étude technique et le marquage de champs de mines, le déminage manuel, la destruction des stocks et la neutralisation et la destruction des explosifs (NEDEX.) Les résultats ont montré une baisse du nombre d'accidents dus aux mines et aux engins non-explosés, permettant de rendre des terres sans dangers pour le repeuplement et le développement, et aidant au retour à une vie normale pour les anciens combattants et les civils touchés par le conflit.

MAG est inscrite auprès de la Commission à l'aide humanitaire (CAH) dans le nord, du Bureau national du Soudan pour la lutte antimines, qui est l'organe d'application du gouvernement soudanais, et de la Commission de déminage du Sud-Soudan, qui est l'organe d'application de la politique pour le gouvernement du Sud-Soudan. MAG travaille étroitement avec toutes les organisations afin d'assurer la coordination des opérations, et de définir la stratégie et la démarche à entreprendre. Les 10 ans d'expérience et de connaissance que possède MAG au Soudan, ont permis de mieux comprendre les principaux problèmes qui affectent la mise en œuvre du programme, et donc d'en améliorer son efficacité et son impact. Le partenariat reste au cœur des activités de MAG au Soudan. Il s'applique au niveau national et régional et intègre entièrement les objectifs du Bureau national du Soudan et de la Commission de déminage du Sud-Soudan.

La principale réussite de cette année est l'achèvement de la première étape du déminage manuel et d'enlèvement des mines du champ de mines de Kapoeta, financée par le Service d'Aide humanitaire de la Commission européenne. M. Hillary Lokudo, directeur exécutif du comté de Kapoeta du sud, l'a décrit comme « ... l'un des jours les plus importants dans l'histoire de Kapoeta... » Il poursuit en disant : « Nous pouvons maintenant gagner notre vie grâce à la terre. Le bétail peut maintenant être mené en troupeau sans aucune crainte. Une femme peut ramasser du bois de chauffage sans danger. Un petit jardin peut être cultivé. Tout ceci grâce aux efforts de MAG. »

Le champ de mines entoure complètement la ville de Kapoeta et fait plus ou moins 6 km de long et environ 200 mines supplémentaires ont été enlevées. MAG a formé et déployé trois équipes de déminage qui ont finalement déminé une zone de 86 888 m², enlevant un total de 56 mines anti-véhicule et 197 engins non-explosés. Abraham Jokmoch, un démineur de MAG, parle de ce que l'équipe a réalisé : « Nous sommes très heureux et très fiers du travail que nous avons fourni avec MAG. C'est la première fois dans l'histoire de Kapoeta qu'une terre qui a été déminée et sécurisée est remise à la disposition de la population. »

Tout au long de l'année prochaine, l'objectif de MAG restera la remise à disposition de zones clés et de zones identifiées par l'étude sur l'impact des mines ; ces zones comprennent l'Equatoria (l'Equatoria occidentale, orientale et centrale), le nord et l'ouest de Bahr El Ghazal, le Nil supérieur, dans le sud du Soudan, et le Nil bleu dans le nord du pays.



Manipulation d'une roquette pour la transporter vers un site de destruction.

Les opérations en Equatoria vont continuer à sensibiliser les populations déplacées vers le Kenya, l'Ouganda et la République démocratique du Congo, tout en supprimant les caches d'armes disséminées sur les différents états. En Equatoria oriental, une équipe poursuivra le déminage du champ de mines de Kapoeta pendant qu'une autre balisera et identifiera les zones soupçonnées d'être dangereuses. Les équipes de neutralisation et de destruction des explosifs (NEDEX) de la région interviendront en fonction des rapports sur les zones dangereuses émis à la suite d'étude sur les impacts des mines, et des équipes de liaison communautaire de MAG.

Dans le nord, MAG a terminé l'étude sur les impacts des mines dans les états du Nil bleu, de Kassala, de la mer rouge, de Gaderef et de Sinar. En 2007, MAG a ouvert une nouvelle base opérationnelle à Kassala afin de répondre aux informations rassemblées à Kassala et dans les états voisins. En 2008, les équipes techniques de MAG situées dans le nord continueront à effectuer un suivi des zones dangereuses identifiées par l'étude. Ce suivi comprendra une étude technique, un marquage, un déminage manuel et un travail de neutralisation et de destruction des explosifs (NEDEX.) Les équipes de liaison communautaire et de sensibilisation aux dangers des mines continueront à travailler avec les populations déplacées revenant d'Éthiopie en les sensibilisant à la sécurité, étant donné qu'elles retournent chez elles, c'est à dire dans des zones touchées par la guerre. Ces équipes continueront également à sensibiliser les populations touchées et les populations revenant d'Éthiopie aux dangers des mines.

- MAG travaille au Soudan depuis 1998 et en partenariat avec les organisations locales : Operation Save Innocent Lives (OSIL) dans le sud et Sudanese Society for Combating Landmines (JASMAR) dans le nord.
- Pour ce programme, nous comptons dans nos effectifs 42 expatriés et plus de 350 nationaux.
- En 2007, un total de 244 709 m² de terres ont été vérifiées, déminés et rendus à la communauté, et 663 km de routes ont été vérifiées. Les équipes ont enlevé et détruit 434 mines, 22 696 engins non-explosés et 364 688 munitions pour armes légères.
- L'étude sur les impacts des mines est terminée dans le nord et l'ouest de Bahr El Ghazal, dans l'état du Nil bleu, l'état de la mer rouge, à Gedaref, en Equatoria oriental et dans l'état de Sinar. L'étude sur les impacts des mines a débuté, et se poursuit, dans l'état des Lacs, l'état de Warrap, en Equatoria occidentale et central.



EN HAUT À GAUCHE : Un technicien examine un projectile dans le jardin d'un villageois. EN BAS À GAUCHE : Phase de préparation pour la destruction de trois sous-munitions BLU63. CI-DESSUS : Le personnel de liaison communautaire recueille des données concernant un récent accident.

Vietnam

Au Vietnam, MAG possède un rôle déterminant quant à la construction de l'avenir des personnes, dans un pays où la guerre est terminée depuis plus de 30 ans et qui est en train de se redresser sur le plan économique. Cependant, malgré la prospérité économique des grandes villes, il existe encore des communautés rurales marginalisées qui sont laissées de côté alors que l'économie progresse. Ce sont ces communautés qui sont les plus touchées par les restes de guerre et qui ont le plus de difficulté à suivre le développement économique du pays.

En 2007, MAG a continué à se concentrer sur les interventions mobiles plutôt que sur le déminage de site. L'intégration des premières équipes de liaison communautaire du programme, aux mois de novembre et décembre, a permis d'améliorer la vitesse de déminage des villages grâce à ces équipes dont le rôle est d'aller au devant des équipes techniques pour recueillir des informations et établir la liste des zones à traiter en priorité. Fin 2007, sept des neuf équipes techniques de MAG Vietnam travaillaient sur des opérations mobiles dans les villages. Les deux autres équipes ont poursuivi le déminage d'un petit site pour un futur projet de développement pour la population.

Dans le cadre du plan stratégique de MAG qui est de cibler les communautés marginalisées ne bénéficiant pas encore du déminage, deux équipes ont été envoyées à Da Krong, le district le plus à l'ouest de Quang Tri, à la frontière avec le Laos. Les équipes travaillent maintenant dans les villages de minorités ethniques dans les hautes terres, et sont accompagnées d'une équipe de liaison communautaire. En 2007, un partenariat a été conclu avec CHF-Partners in Rural Development. Les futurs plans de cette alliance prévoient la mise en œuvre d'un programme de réduction

de la pauvreté dans les villages déminés situés dans cette province de l'ouest en aidant les villageois à varier les différents types de culture et à avoir des animaux d'élevage en meilleure santé.

L'éloignement et le type de terrain des hautes terres du Vietnam ont été des obstacles difficiles à surmonter pour les équipes techniques et de liaison communautaire, étant donné que les véhicules tous-terrains n'ont pas pu atteindre ces populations isolées et n'ont pas pu terminer les opérations de déminage dans certains villages pour des raisons de sécurité. L'arrivée du quad en 2008 va résoudre ces problèmes d'accès et représentera une réponse innovatrice à ce problème.

Un très grand nombre des 1 200 accidents liés aux engins non-explosés qui ont lieu au Vietnam chaque année est dû aux personnes qui touchent les engins non-explosés alors qu'ils ramassent des débris métalliques. Il est illégal de ramasser des débris d'engins non-explosés, mais pour beaucoup, la somme qu'ils peuvent en retirer est plus importante que le risque encouru. Malgré ces dangers, les personnes qui ramassent les débris sont connues pour prendre des objets dangereux, tels que les bombes à sous-munitions, dans le seul but d'augmenter leurs ressources lors des périodes de difficultés économiques. Début 2007, MAG a déminé une zone pour un jardin d'enfants dans le village de Moc Dinh dans la province de Quang Binh et, tout en menant des opérations de porte à porte dans le village visité, MAG a également enlevé 56 bombes à sous-munitions. Nguyen Thi Le, une fermière dont le mari, Tran Van Nguyen, augmente leur maigre revenu en ramassant des débris, déclare : « Mon mari a commencé à faire le tour du hameau pour localiser des mines, des bombes ou des débris métalliques qui pourraient être vendus pour pouvoir acheter de la nourriture et payer les frais de scolarité de nos enfants. Il sait que c'est dangereux mais nos enfants doivent aller à l'école,



Une bombe de mortier et le détonateur d'un projectile sont enlevés pour les détruire.

manger, boire et jouer, et nous ne pouvons pas toujours compter sur nos récoltes pour payer tout ça » a déclaré Mme Le. « Bien que mon mari ramasse des débris, il ne touchera pas les éclats de bombes à sous-munitions. Ils sont bien trop dangereux. Je ne laisserai pas non plus jouer mes enfants dans certaines zones du village où mon mari a trouvé des éclats de bombes. »

La valeur relativement faible des débris de bombes à sous-munitions doit être opposée aux risques de mort ou de blessures graves encourus. Les conséquences économiques à long terme qui en découlent sont dues à la perte ou à l'incapacité de la personne de la famille qui avait le revenu le plus important. À cette fin, en 2007, MAG a enlevé bon nombre de ces objets dangereux, dont 1 300 objets ont été enlevés d'une casse située au milieu d'un petit village.

Pour essayer de favoriser un plus grand sentiment d'appartenance nationale et de favoriser le renforcement des capacités nationales, MAG Vietnam a créé trois nouveaux postes de gestion nationale dont un coordinateur des opérations techniques, un responsable des opérations techniques et un responsable de liaison communautaire. Il est certain que ces postes donnent une plus grande responsabilité aux membres du personnel, ce qui a permis de réduire le nombre de personnel expatrié nécessaire dans les bureaux des provinces.

En 2008, MAG Vietnam envisage d'introduire une initiative de coopération régionale sur les débris métalliques avec MAG Laos qui consistera en une évaluation du commerce des débris métalliques, une sensibilisation aux dangers des mines, un déminage technique et une stratégie de recyclage des débris qui permettra la création d'un fonds pour des bourses d'étude, dont l'objectif sera d'éviter que les enfants qui sont en difficulté ne fassent le commerce de débris.

- Les opérations dans la province de Quang Tri ont commencé en 1999, puis se sont développées à Quang Binh en 2003. Un Bureau représentatif est situé à Hanoï avec des bureaux régionaux à Dong Hoi dans la province de Quang Binh et à Dong Ha dans la province de Quang Tri.
- Il y a un ratio de 40 employés nationaux pour chaque membre expatrié du personnel. Actuellement, 16 % de l'ensemble du personnel de MAG Vietnam sont des femmes.
- En 2007, un total de 406 148 m² de terres ont été dépollués et 24 568 engins non-explosés et 53 mines ont été trouvés et détruits. De plus, les équipes ont vérifié 96 357 m² de terres dont 3 959 m² au moyen d'une étude technique. 7 626 opérations de neutralisation et de destruction des explosifs (NEDEX) ont été effectuées sur 34 sites fixes. Par conséquent, 243 villages ont été dépollués, y compris 37 communes et 39 635 foyers.



Un MANPAD, des roquettes et autres engins non-explosés ont été collectés pour leur destruction au Somaliland.

Projets des Nations Unies : Chypre, Népal et Somalie

Au cours des dernières années, MAG a travaillé en partenariat avec un grand nombre d'agences des Nations Unies dans de nombreux pays. Ceci a valu à MAG d'obtenir des contrats du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour avoir établi des projets spécifiques en réponse à la menace que représentent les mines et les engins non-explosés.

À Chypre, MAG a continué à apporter une assurance-qualité au Centre de coordination de l'action contre les mines des Nations Unies (MACC), dont le rôle est de surveiller le déminage des zones entre les territoires de l'île contrôlés par les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs. Ce projet est en cours depuis fin 2004 et vérifie que le travail de déminage entrepris par les autres entrepreneurs des Nations Unies est réalisé selon les normes internationales de sécurité et d'efficacité. Le personnel de MAG a été réduit et est passé de trois conseillers fin 2006 à un conseiller confirmé début 2007.

Début 2007, un des membres du personnel de MAG qui travaillait auparavant sur le projet de Chypre a été détaché à la mission des Nations Unies au Népal pour deux mois, afin d'apporter un soutien et des conseils techniques sur la neutralisation et la destruction des explosifs (NEDEX) et d'engins explosifs improvisés (IED). Il s'agissait de la première activité de MAG dans ce pays.

Début 2007, MAG a réussi à décrocher un contrat pour l'un de ses conseillers techniques, dont la mission consistait à évaluer les capacités en matière de formation et d'encadrement relatifs à la neutralisation et la destruction des explosifs (NEDEX) au Somaliland, qui est la région autonome du nord-ouest de la Somalie. Il s'agissait d'un contrat de six mois avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, permettant au membre de MAG d'assurer une formation aux dernières techniques et d'apporter des conseils relatifs à la gestion opérationnelle à l'équipe de neutralisation et de destruction des explosifs du Somaliland, dans le cadre du programme de redressement et de reconstruction et de lutte antimines de Somalie. Dans le cadre de ce projet, une formation supplémentaire a été dispensée dans la région voisine de Puntland. Le contrat a pris fin avec succès fin septembre, bien que MAG envisage de répondre au problème considérable des mines et des engins non-explosés dans la majeure partie de la Somalie au cours de l'année à venir.

En plus des projets évoqués ci-dessus, un contrat conclu entre MAG et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, concernant huit équipes de déminage de zones de conflit dans le sud du Liban, et qui a débuté juste après le cessez-le-feu en août 2006, s'est poursuivi tout au long de l'année avant de prendre fin le 31 décembre 2007. Un second contrat entre MAG et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets débutant en mars 2007 a permis l'arrivée de deux équipes de déminage de zones de combat supplémentaires dans le sud. Ce contrat est maintenant prolongé jusqu'au début 2009.

Dans certains autres pays, MAG a travaillé en étroite collaboration avec différentes agences des Nations Unies, y compris avec des Centres de coordination de lutte antimines placées sous la protection des Nations Unies. Ceci comprenait le Soudan, où MAG continue de travailler en étroite collaboration avec le Bureau de l'action antimines des Nations Unies (UNMAO). MAG s'est engagée à travailler l'année prochaine en partenariat avec les agences des Nations Unies.

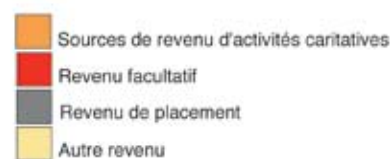
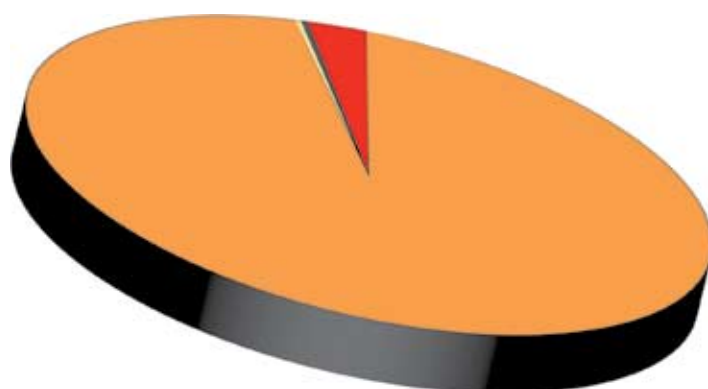
- **Chypre.** Opérationnel depuis octobre 2004 jusqu'à ce jour. Un conseiller confirmé en matière d'assurance-qualité auprès du Centre de coordination de lutte antimines des Nations Unies (soit deux conseillers de moins depuis début 2007). Basé à Nicosie.
- **Népal.** Opérationnel d'avril à mai 2007. Un conseiller technique spécialisé dans la neutralisation et la destruction des explosifs et d'engins explosifs improvisés détaché à la mission des Nations Unies au Népal. Basé à Katmandou.
- **Somalie.** Opérationnel d'avril à septembre 2007. Un conseiller technique pour évaluer les capacités en matière de formation et d'encadrement relatifs à la neutralisation et la destruction des explosifs dans le cadre du programme de redressement et de reconstruction et de lutte antimines de Somalie. Basé à Hargeisa.

Revenus et dépenses

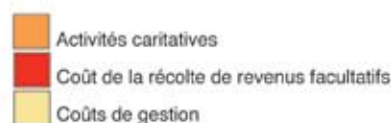
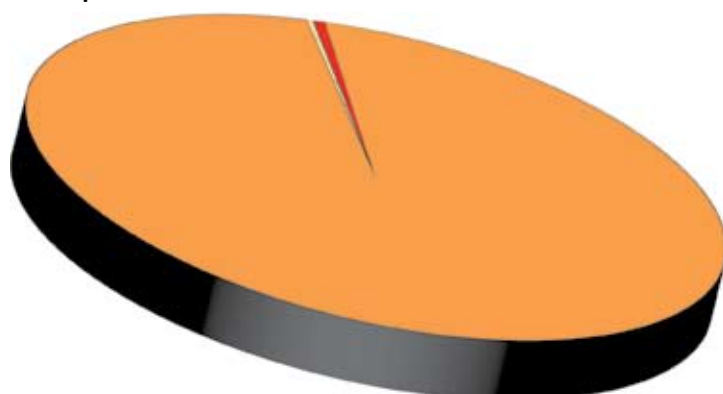
États financiers résumés pour l'exercice terminé le 30 juin 2007¹

	2007 £	2006 £
SOURCES DE REVENU		
Sources de revenu des fonds récoltés :		
Revenu facultatif	939,000	504,000
Revenu de placement	39,000	39,000
Sources de revenu d'activités caritatives	30,640,000	23,120,000
Autre revenu	96,000	105,000
Total des sources de revenu	31,714,000	23,768,000
SOURCES DÉPENSÉES		
Coûts de la récolte de fonds :		
Coûts de la récolte de revenus facultatifs	173,000	119,000
Activités caritatives	23,186,000	22,191,000
Coûts de gestion	22,000	21,000
Total des sources dépensées	23,381,000	22,331,000
Sources de revenu net et mouvement des fonds	8,333,000	1,437,000
Total des fonds anticipés	11,592,000	10,155,000
Total des fonds reportés	19,925,000	11,592,000

Revenus 2007



Dépenses 2007



Communiqué des administrateurs

Ces états financiers résumés sont un résumé de la SOFA à partir des comptes audités et approuvés le 28 février 2008. Vous pouvez obtenir des exemplaires complets des comptes et du rapport des administrateurs par Mines Advisory Group (www.maginternational.org). Ces comptes seront remis à la Charity Commission le 30 avril 2008.

Déclaration des auditeurs aux administrateurs de Mines Advisory Group

Nous avons examiné les états financiers résumés qui sont composés de l'état résumé des activités financières. Ce rapport est réalisé seulement pour les administrateurs de l'Organisation caritative en tant qu'organisme conformément à la Déclaration relative aux pratiques recommandées des organisations caritatives 2005 ('Accounting and reporting by charities: a statement of recommended practice 2005'). Notre audit a été réalisé afin que nous puissions présenter aux administrateurs de l'Organisation caritative les problèmes que nous devons leur exposer dans un rapport d'audit et à aucune autre fin. Dans la mesure où la loi l'autorise, nous n'acceptons ni n'assumons la responsabilité envers quiconque sauf l'Organisation caritative ou les administrateurs de l'Organisation caritative en tant qu'organisme, pour notre travail d'audit, pour ce rapport ou pour les avis que nous avons formulés.

Obligations respectives des administrateurs et des auditeurs

Les administrateurs ont la responsabilité de préparer les états financiers résumés conformément aux recommandations de la Déclaration relative aux pratiques recommandées des organisations caritatives.

Notre responsabilité est de rapporter aux administrateurs nos conclusions sur la cohérence des états financiers résumés avec les états financiers complets et le rapport annuel des administrateurs. Nous devons également lire les autres informations contenues dans le rapport annuel résumé et réfléchir aux implications, pour notre rapport, de la découverte de toute inexactitude apparente ou de toute incohérence importante avec les états financiers résumés.

Fondement de notre avis

Nous avons accompli notre travail conformément au Bulletin 1999/6 « Déclaration des auditeurs à propos de l'état financier résumé » et la Note pratique 11 sur l'audit des organisations caritatives publiées par le Comité des pratiques d'audit au Royaume-Uni.

Avis

À notre avis, les états financiers résumés sont cohérents avec les états financiers complets et le rapport annuel des administrateurs de Mines Advisory Group pour l'exercice terminé le 30 juin 2007.

Mazars LLP

Auditeurs agréés et experts comptables
Manchester
20 Mars 2008

¹ Les chiffres sont arrondis au millier le plus proche

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont soutenus et tous les donateurs suivants. Nous vous sommes reconnaissants :

Adopt-A-Minefield®; Hind Alawani and family; AMR; Ausaid; Austrian Aid for Mine Victims; Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation Belgium; the British Council; Department of Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT); CARE; Cordaid; Church World Service; Government of the UK/DFID and the FCO; Office of Weapons Removal and Abatement, Bureau of Political-Military Affairs, U.S. Department of State; Bureau of Population, Refugees and Migration, U.S. Department of State; Humanitarian Aid Department of the European Commission (ECHO); EuropeAid Co-operation Office; Government of Finland; Government of Germany; Guernsey Overseas Aid Commission; Humpty Dumpty Institute (HDI); Government of Ireland/IrishAid; Isle of Man Government; Islamic Relief Worldwide; Embassy of Japan in Democratic Socialist Republic in Sri Lanka, Embassy of Japan in the Kingdom of Cambodia, Embassy of Japan in the Republic of the Sudan; Jersey Overseas Aid Commission; Kirby Laing Foundation; Landmine Survivors Network; Lee and Gund Foundation; Lloyds Charities Trust; Lutheran World Federation; MAG America; Manx Landmine Action; Royal Government of the Netherlands; Norwegian Ministry of Foreign Affairs; Paragon Trust; Portrack Charitable Trust; B E Rodmell Trust; Roots of Peace; Rufford Maurice Laing Foundation; Government of Sweden/ SIDA; Scotshill Trust; Staples Trust; Stichting Vluchteling; Survey Action Center (SAC); Taylour Foundation; Trocaire; U.S. Agency for International Development (USAID); United Nations agencies including UNICEF, UNMAS, UNDP, UNHCR, World Food Programme, UNOPS and UNESCO, World Vision; William Adlington Cadbury Trust.

Merci

MAG 47 Newton Street Manchester M1 1FT United Kingdom T: +44 161 236 4311 F: +44 161 236 6244
E: info@maginternational.org W: www.maginternational.org